

LA REVUE

► OCTOBRE 2014 # NUMÉRO 7

DU GRAND PARIS

DES SAVOIRS

Les savoirs du Grand Paris, c'est la prise en compte d'une autre appréhension de **l'urbain**, la conviction qu'il faut réinventer la condition urbaine et **l'esprit de la ville** à l'heure des métropoles et des mégapoles. C'est peut-être aussi une affaire **d'imaginaire** et de représentation qui va au-delà du politique et de **l'urbanistique**. Tel est le sens de ce numéro que nous vous invitons à découvrir.

SOMMAIRE

- **P02** La réforme, une étape qui pourrait être historique **par Philippe Subra**
- **P04** Comprendre et imaginer - Les savoirs et les sachants **par Julien Neiertz**
L'intégration des opérateurs de services urbains en réseau dans la planification urbaine **par Hélène Gosset, Ariane Lamarsaude, Johann Lheureux, Charline Urvoy**
- **P06** Bienvenue par **Olivier Mongin**
- **P08** Faire Paris, les leçons de l'histoire **par Joël Roman**
- **P12** Partir du terrain diversité de la géographie et variété des paysages **par Philippe Panerai**
- **P15** Une mégapole « babélienne » **par David Mangin**
- **P18** Les étrangetés du Grand Paris **par Michel Lussault**
- **P21** Grand Quartier latin **par Djamel Klouche**
- **P23** Enseigner tous les savoirs **par Yves Michaud**
- **P25** Tout territoire est d'abord rêvé **par Thierry Paquot**
- **P27** Plaine Commune **par Léa Finot**
- **P29** Saleté de Paris, saleté! **par Carole Desbarats**
- **P32** Entre centre et périphéries, avancées ou recul? **par Jacques Donzelot**
- **P35** Vu de Barcelone et du CCCB **par Judit Carrera**
- **P38** La Cité Descartes, le pôle d'excellence de la ville durable du Grand Paris **entretien avec Gérard Eude**
- **P41** « Mettre l'humain au cœur du projet du Grand Paris » **entretien avec Joëlle Colosio**
- **P42** « La valorisation des déchets contribue au développement du territoire » **entretien avec Didier Courboillet**
- **P44** Devenir le champion de sa vie **entretien avec Madjih Nassah et Jérôme Le Banner**

Une gouvernance GAGNANT-GAGNANT

PAR LIONELLE MASCHINO, DIRECTEUR DE LA MISSION MÉTROPOLE DU GRAND PARIS DE VEOLIA.

À propos du Grand Paris, le terme de « gouvernance » n'est généralement entendu que du point de vue institutionnel, comme une organisation des relations entretenues et des compétences redistribuées entre les divers niveaux de collectivités locales et d'établissements publics de coopération intercommunale. Or la gouvernance est un concept plus complexe, qui décrit les mécanismes de coproduction de la décision publique entre la « gouvernance institutionnelle » précédente et l'ensemble des acteurs économiques et socioculturels directement concernés par les projets de territoire. Cette gouvernance est à géométrie variable en fonction des projets et des acteurs concernés.

Les entreprises ont intérêt à ce que les projets de territoires réussissent car leur propre activité économique dépend du « climat économique et social » local :

- dynamisme des marchés locaux;
- augmentation de l'utilité économique de leurs salariés/citoyens (et les entreprises concernées par le Grand Paris ont beaucoup de salariés dans le territoire de la métropole) et ce faisant de leur productivité dans l'entreprise et de leur satisfaction dans le territoire;
- anticipation des coûts potentiels de l'exclusion sociale qu'elles devront assumer d'une manière ou d'une autre, par exemple par l'intermédiaire de la fiscalité accrue pour faire face aux dépenses sociales.

Ces mécanismes relèvent de la responsabilité territoriale des entreprises (RTE) ; les acteurs publics ont intérêt à les susciter en s'inscrivant dans une démarche de gouvernance partagée avec les acteurs privés. Les projets territoriaux ont ainsi d'autant plus de chance de voir le jour dans de bonnes conditions (délais, financements) que les acteurs privés concernés, au premier rang desquels les entreprises, ont été associés dès l'origine à la réflexion et au diagnostic ; les entreprises ont, pour leur part, une plus grande compréhension des enjeux, une meilleure réactivité, une capacité accrue de conviction à l'intérieur de leur organisation, etc. et se comportent alors en partenaires éclairés et coopératifs.

Le processus est typiquement gagnant-gagnant.



> **PHILIPPE SUBRA,**
PROFESSEUR
À L'INSTITUT
FRANÇAIS DE
GÉOPOLITIQUE
(UNIVERSITÉ
PARIS 8 – SAINT-
DENIS), MEMBRE
DU COMITÉ DE
RÉDACTION DE LA
REVUE *HÉRODOTE*

LA CRÉATION DE LA MÉTROPOLE DE PARIS, UN ENJEU
PARTICULIER DE LA RÉFORME TERRITORIALE EN COURS

LA RÉFORME,

**une étape qui pourrait être
historique**

Après plusieurs décennies de surplace la France est entrée, en 2010, dans une phase de reconfiguration de son organisation territoriale. Une première loi de réforme des collectivités locales a été votée en décembre 2010 à l'initiative de Nicolas Sarkozy, qui instaurait des conseillers territoriaux, communs aux départements et aux Régions, et créait des métropoles. Avant d'être jetée aux oubliettes par son successeur, François Hollande. Marylise Lebranchu, ministre socialiste de la Décentralisation et de la Fonction publique, est chargée de faire adopter un « acte III de la décentralisation », dont le premier volet est la loi de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles de janvier 2014 (loi MAPAM). Trois mois plus tard, en avril 2014, après une lourde défaite de la gauche aux municipales, le nouveau Premier ministre, Manuel Valls, annonçait une réforme audacieuse et la fin du « mille-feuille territorial ». Trois objectifs sont mis en avant par le gouvernement de Manuel Valls : rendre l'organisation territoriale du pays moins coûteuse, plus réactive face aux transformations de l'économie, plus simple et mieux comprise par les citoyens. Refonte des compétences des différentes collectivités territoriales, création des métropoles, transformation des départements en subdivisions des Régions, fédérant les communautés d'agglomération et de communes, avant leur éventuelle disparition à l'horizon 2021, regroupement de ces intercommunalités pour leur assurer une taille critique, réduction du nombre des Régions métropolitaines de 22 à 13 ou 14... Les mesures envisagées vont beaucoup plus loin que les tentatives de réformes antérieures, celles de Jean-Pierre Raffarin de 2003 (« l'acte II de la décentralisation ») ou de décembre 2010. Si elle est menée à bien, cette réforme territoriale bouleversera l'organisation du pays. Au couple communes-départements, adopté au tout début de la Révolution française et resté dominant même après la décentralisation de 1982-1983, est en train de se substituer un nouvel attelage formé par les intercommunalités et les Régions.

LA CRÉATION D'UNE NOUVELLE INSTANCE DE GOUVERNANCE: LES MÉTROPOLIS

Le point le plus remarquable de la réforme territoriale en cours est l'émergence des métropoles comme pivot de l'organisation du territoire français. La loi MAPAM dote les douze premières agglomérations françaises d'un système de gouvernance spécifique. Neuf des futures métropoles seront des EPCI (établissements publics de coopération intercommunale) à fiscalité propre classique. Trois d'entre elles, Paris, Aix-Marseille-Provence et Lyon, bénéficient d'un statut particulier, celle de Lyon ayant même celui de collectivité territoriale. Les grandes villes sont désormais considérées comme l'atout principal de la France dans la compétition internationale, parce que s'y concentrent les populations les plus formées, les plus ouvertes à la mondialisation et parce qu'elles sont physiquement connectées au reste du monde. C'est une rupture historique : l'idée d'un traitement égalitaire et indifférencié du territoire national, qui était à la base de la création des départements en 1790, est abandonnée. Les cas de Paris et de Marseille sont les seuls à avoir fait l'objet d'un réel conflit. À Marseille, les élus de la quasi-totalité des autres communes refusent de prendre en charge les problèmes

de la ville centre. À Paris, le problème est différent. L'opposition historique entre la ville et sa banlieue est en voie d'être dépassée, grâce notamment aux efforts de l'ancien maire, Bertrand Delanoë, et à plusieurs années de dialogue au sein d'un syndicat mixte, Paris Métropole. Mais beaucoup d'élus refusent d'être intégrés de force dans une intercommunalité au sein de laquelle se diluerait leur pouvoir : un tiers des communes de petite couronne n'appartiennent encore à aucune communauté d'agglomération. Les élus des Hauts-de-Seine, quant à eux, refusent des transferts financiers massifs vers les villes pauvres de Seine-Saint-Denis. En première lecture au Sénat, en juin 2013, les dispositions du projet de loi qui concernaient Paris ont été purement et simplement rejetées par une coalition regroupant l'UMP et le Front de gauche. Elles reprenaient pourtant le scénario le moins ambitieux, celui d'une métropole coopérative, faisant travailler ensemble une trentaine de grosses communautés d'agglomération de plus de 200 000 (en grande couronne) ou 300 000 habitants (en petite couronne). Avec des compétences limitées au logement, inférieures, donc, à celles d'une communauté urbaine classique. Les partisans d'une métropole puissante et intégrée ont alors mené une vive contre-attaque à l'Assemblée nationale et fait adopter une version beaucoup plus musclée : le périmètre de la métropole est revu à la baisse (elle ne concerne plus que Paris et la petite couronne et non l'agglomération entière), mais ses compétences sont renforcées et surtout sa création entraînerait la disparition de toutes les communautés d'agglomération et de communes, remplacées par des « territoires », simples subdivisions de la métropole, certes dotés d'un conseil, mais sans réelle autonomie d'action : leur budget et leurs compétences leur seraient attribués par la métropole.

ORGANISER LA COOPÉRATION ENTRE TOUS LES ACTEURS PUBLICS

Deux mois après l'adoption de la loi MAPAM, la défaite de la gauche aux municipales de 2014 l'a privée du contrôle de la future métropole, avant même qu'elle ne soit créée. La plupart des élus socialistes ont alors basculé dans le camp des opposants, y compris Anne Hidalgo, maire de Paris, qui refuse que sa ville soit ravalée au rang de territoire dans une métropole dominée par la droite. La mobilisation des élus locaux est telle que le Premier ministre a fini par annoncer que les dispositions sur les anciennes communautés d'agglomération et les futurs territoires seront revues, selon des modalités qui restent à trouver. Mais la disparition des départements sur le territoire des futures métropoles, prévue par le projet de loi sur la réforme territoriale qui doit être adoptée avant la fin de 2014, viendra renforcer la métropole de Paris, qui devrait récupérer l'essentiel des compétences des trois départements de petite couronne et du département de Paris. Reste à organiser la coopération entre la nouvelle métropole de Paris, la Région, les intercommunalités et les quatre départements de grande couronne (si ceux-ci subsistent). Mais aussi avec les Régions du Bassin parisien, dont une partie forme une sorte de « très grande couronne » parisienne. Bref à articuler les politiques menées entre zone dense (la métropole), reste de l'agglomération et reste de l'aire ou de la région urbaine. Un enjeu majeur pour la décennie à venir.

COMPRENDRE ET IMAGINER LES SAVOIRS ET LES SACHANTS

Comment saisir un objet aussi complexe que le Grand Paris dans sa construction ? Comment rendre accessible ce qui ne l'est que pour quelques-uns qui parfois eux-mêmes s'y perdent ? ! Le diagnostic posé au démarrage de nos activités en 2012 était clair : 100 % des personnes interrogées souhaitaient en savoir davantage. Mais un savoir sur quoi ? Par quel bout prendre la pelote de laine métropolitaine ? Multiscale, pluridisciplinaire, intercontextuel, comment ce matériau polymorphe et informe peut-il se comprendre et s'apprendre ?

Nous avons inversé la question : que savent-ils et que veulent-ils ou qu'ont-ils besoin de savoir ? Ce sont eux qui ont les réponses. Ce sont eux les « sachants » depuis lesquels il faut partir et tirer le fil qui nous mènera au savoir compris. Et eux, c'est tout le monde, de la moins informée à la plus experte des personnes, des quartiers populaires - c'est notre priorité - aux collectivités locales, voire aux entreprises. Le cadre référentiel varie, certes, mais toujours l'axiome pédagogique¹ repose sur ce principe simple : le besoin. En langage managérial on dirait : la motivation.



> **JULIEN NEIERTZ,**
PRÉSIDENT
DE MÉTROPOP'!

DE L'INVENTAIRE À L'INVENTION

Pour nous, en fondant Métropop'!, l'enjeu est d'abord symbolique, de l'ordre de la représentation, de la production d'images et de ses véhicules autorisés. Dans ces chassés-croisés en chien de fusil du centre à sa périphérie et de la périphérie à son centre, Métropop'! veut faire bouger les

lignes de crête, déplacer les frontières invisibles, transformer les idées périmées, surtout celles qui sont reçues en plein visage sans même qu'on ne les ait commandées.

L'imaginaire ne se fabrique pas, il se révèle à soi et aux autres dans un joyeux méli-mélo créatif où l'important c'est le temps passé, où l'important c'est de passer du temps à imaginer le temps où les habitants seront cofondateurs de leur propre espace de ville et non plus uniquement les récepteurs placides ou furieux d'un programme de planification urbaine inspiré des bons vieux préceptes de l'après-guerre. Dans la Fabrique des Imaginaires Métropolitain², pouvoir inventorier son présent c'est pouvoir inventer notre avenir

1. Métropop'! coproduit depuis 2013 avec les habitants une démarche pédagogique du Grand Paris : la Métrobox.

2. Dernière née des expérimentations de Métropop'!, la Fabrique des Imaginaires Métropolitains a accueilli, le 14 juin dernier, une centaine d'habitants, du 100 ECS (Paris 12^e) au 6b (Saint-Denis), autour de 14 ateliers de création artistique sur le thème du Grand Paris métropolitain.

> **PLUS D'INFORMATION SUR** metropop.org,
Métropop'! Le collectif sur Facebook
et @AssoMétropop sur Twitter





L'INTÉGRATION DES OPÉRATEURS DE SERVICES URBAINS EN RESEAU DANS LA PLANIFICATION URBAINE

> HÉLÈNE GOSSET, ARIANE LAMARSAUDE, JOHANN LHEUREUX, CHARLINE URVOY*

Aménagement et services urbains sont aujourd'hui confrontés à une même réalité et à des défis communs. Dans un contexte économique difficile, le nouveau paradigme de la « ville durable » rend nécessaire une adaptation des territoires urbains, à laquelle peuvent et doivent contribuer les services urbains en réseau. Du côté de l'aménagement, les ambitions environnementales des collectivités locales se répercutent dans leurs projets urbains, dont la technicisation plus grande nécessite l'intervention de nouveaux acteurs - à l'instar des opérateurs de services urbains, qu'ils soient publics ou privés - dès la conception du projet. Cette nouvelle donne urbanistique s'accompagne d'un discours politique sur la gouvernance, qui va dans le sens d'une plus grande intégration des acteurs privés dans le système d'acteurs métropolitains. Pourtant, si le contexte - global, métropolitain et local - semble propice à une flexibilité plus grande du projet urbain et des acteurs qui y prennent part, le dialogue n'en demeure pas moins complexe. Cadre institutionnel rigide dominé par les procédures d'appel d'offres, cultures professionnelles différenciées, rapports de force public-privé, manque de transparence et de transversalité sont autant d'obstacles à toute recomposition des métiers, des temporalités et du processus de projet. D'ordres juridique, culturel et structurel, ces freins conditionnent une intégration plus en amont des opérateurs de services urbains.

Ce travail universitaire explore des pistes d'actions qui pourraient permettre de faciliter les échanges entre tous les acteurs de la fabrique de la ville. Les grands principes en sont les suivants :

- améliorer la communication, y compris en interne, en termes d'enjeux et de stratégies des collectivités et des entreprises, afin de favoriser la transparence et le dialogue;
- développer les groupes de travail et de recherche, ou encore les pôles de compétitivité, qui sont des occasions d'échanges innovants, de construction d'un vocabulaire commun entre les différents acteurs de la ville, qu'ils soient publics, privés ou universitaires;
- promouvoir la transversalité des services et la pluridisciplinarité des équipes dès la formation et le recrutement;
- amorcer des changements institutionnels, vers plus de cohérence et de souplesse;
- explorer les moyens de faire évoluer les procédures de la commande publique afin de faciliter l'expérimentation et l'innovation;
- profiter des réformes territoriales comme celle du Grand Paris pour développer une nouvelle forme de gouvernance de projet;
- promouvoir l'institutionnalisation d'un lieu de discussion neutre entre l'ensemble des acteurs, publics et privés.

* Étude réalisée dans le cadre d'un atelier professionnel avec le master 2 Projets d'aménagement de l'université Paris 1 Panthéon Sorbonne, à partir d'une quinzaine d'entretiens réalisés auprès de chercheurs et d'acteurs de l'urbanisme et des services urbains.

Sous la direction de Sabine Barles professeure des universités à Paris 1.

Commanditée par la Mission Métropole du Grand Paris de Veolia (mars 2014).

> Réalisation carto végétale avec Benjamin Dean, artiste peintre, "résident au 100 Ecs".

LE GRAND PARIS

DES SAVOIRS





BIENVENUE

PAR OLIVIER MONGIN. DIRECTEUR DE PUBLICATION DE LA REVUE *ESPRIT* ET CO-ANIMATEUR DE *TOUS URBAINS*.

Quoi qu'il en soit du devenir politique de Paris, entendu dans toutes ses configurations possibles (mégapole, métropole, département, intercommunalité, région, centre historique... (lire p. 2, le texte de Philippe Subra); quoi qu'il en soit des décisions prises, avortées ou repoussées, les actions entreprises depuis bientôt six ans ne peuvent laisser indifférent. Elles ont troublé les esprits et créé des attentes, mais surtout elles ont modifié les représentations de ce que Paris est et peut devenir. On se souvient qu'à l'exposition des projets d'architectes à la Cité de l'architecture, le projet de l'architecte Antoine Grumbach avait particulièrement retenu l'attention des visiteurs en mettant l'accent sur la dimension physique et sensible de ce qu'on appelait déjà le Grand Paris: en suivant l'axe de la Seine, celui des peintres impressionnistes, en remontant vers Le Havre ou Caen, en passant par Rouen, Paris regardait vers le Grand Ouest, vers la mer... et le Parisien qui lève le nez vers le ciel sait que les mouettes remontent elles aussi vers Paris durant l'hiver mais dans l'autre sens. Paris regardait vers son dehors géographique mais il fallait que ce mouvement centrifuge s'accompagne d'un mouvement centripète, il fallait que les couronnes les plus lointaines de l'aire urbaine ne se détachent pas du centre et que s'instaure un double mouvement continu. Il fallait que les flux et les reflux portent et dynamisent le projet du Grand Paris qui ne peut se résumer à une simple extension des territoires. C'est dire qu'au-delà de l'affaire politique et urbanistique, le Grand Paris c'est aussi, et peut-être avant tout, une affaire d'imaginaire et de représentation. Tel est le sens de cet ensemble, « le Paris de tous les savoirs », qui excède volontairement une approche savante et élitiste.

Reste que nous abordons quand même le Paris des savants, des universitaires, le Paris des étudiants trop longtemps oublié, le Paris de ceux qui recourent de manière sérieuse ou ludique aux outils virtuels comme aux bibliothèques bien « en dur ». Car les savoirs c'est aussi cette capacité d'attraction, cette volonté d'excellence sans lesquelles le développement et l'innovation sont si difficiles à favoriser, mais cela n'implique pas de concentrer le rapport au savoir en le cachant dans des pôles ou des hubs. On l'a compris, l'erreur serait de réduire le Grand Paris de tous les savoirs à la seule intelligence abstraite et conceptuelle alors que l'image de Paris est aussi marquée par les artistes, les écrivains (de Hugo à Sartre), des cinéastes (de Truffaut à Rohmer), des peintres (la génération de Montparnasse), et surtout par ses habitants.

C'est justement ce que nous ont appris ces premiers temps de l'aventure du Grand Paris. On en appelle à une autre représentation que celle de la politique ou du plan d'urbanisme. Ce Grand Paris, ce sont des initiatives culturelles où les usages les plus quotidiens croisent des pratiques artistiques qui oscillent entre la discrétion et l'exhibition. Ce sont des pratiques habitantes qui valent par elles-mêmes, celles dont les mobilités se modifient au rythme de la constitution des métropoles. Le Grand Paris de tous les savoirs, c'est la compréhension que le fait d'habiter traverse toutes les dimensions de la vie et la pluralité des modes d'expression de l'espace, c'est le rappel constant qu'il n'y a pas que la ville propre et visible, qu'il y a aussi de l'impropre, des lieux gris et invisibles qu'il faut apprendre à voir et à respecter. Les savoirs du Grand Paris, c'est la prise en compte d'une autre appréhension de l'urbain, la conviction qu'il faut réinventer la condition urbaine et l'esprit de la ville à l'heure des métropoles et des mégapoles. C'est donc la capacité de tirer les leçons des erreurs, malentendus et succès qui font déjà l'histoire du Grand Paris.

Le Grand Paris a tout à apprendre de lui-même mais aussi d'autres villes: de Barcelone, de Berlin. C'est pourquoi un regard extérieur était si important pour clore cet ensemble: le Grand Paris rappelle que toutes les villes s'entremêlent. Le Grand Paris, c'est une autre manière de regarder la ville et les villes d'Europe et du monde.

L'historien Fernand Braudel distingue deux « régimes urbains » en Europe : les pays à régime ville comme l'Italie, et les pays à régime État comme la France. Il est clair qu'à l'heure des flux de tous ordres et de la mondialisation urbaine, on assiste à un rééquilibrage entre villes et États. Mais qu'en est-il dans le cas de Paris, une ville très marquée par son histoire (entre Versailles et Hôtel de ville), une ville-capitale qui a marqué l'histoire d'un pays qui ne peut se décentraliser sans drame ? Le Grand Paris passe par toute cette histoire, celle d'un pays dont la capitale a longtemps aspiré plus que dynamisé ses bordures et ses marges.

FAIRE PARIS, les leçons de l'histoire

Nous disposons maintenant d'une réflexion conséquente sur le Grand Paris, ses formes possibles, ses fonctions, ses contours, ses rythmes : anneaux, façades, axes, connexions sont les maîtres mots de ces réflexions qui articulent les relevés topographiques et les projections urbanistiques au gré des intuitions et parfois des intérêts des urbanistes et des aménageurs. Mais la ville ne se limite pas à ces exercices de prospective : elle emporte avec elle des représentations et des images contradictoires, charrie des strates de sédiments entassés par le temps, comporte son lot d'événements oubliés et de monuments consacrés. Elle est tout à la fois un lieu de vie, un lieu de mémoires, contrastées et dissonantes, et un lieu d'espoirs et de frustrations, qu'une réflexion sur le Grand Paris ne saurait ignorer, tant pour en conserver parfois l'élan et la fidélité que pour au contraire s'en affranchir. Cette perspective historique, qui détermine la figure actuelle de Paris, tentons d'en esquisser quelques grandes lignes de force, pas nécessairement cohérentes entre elles, qui tissent cette trame urbaine, et ont construit les motifs et les pères de ces mutations.

STRUCTURE

Classiquement, Paris se construit par annexions successives de sa périphérie, par croissance circulaire qui vient chaque fois englober un nouvel anneau, plus récent et plus périphérique, et l'amalgamer au noyau d'origine. À la différence d'autres villes, dont la croissance est plus anarchique, le long des voies de communication ou au gré des opportunités foncières, ou des implantations industrielles, « Paris est soumis depuis la nuit des temps à la contrainte de ses enceintes. De ce fait, il a toujours eu une forme régulière apparentée au cercle et n'a pu s'étendre que par strates successives, denses et concentriques. De la muraille de Philippe Auguste au boulevard périphérique, six enceintes se sont succédé en huit siècles¹ ». Cette évolution, nul n'en a donné une description plus saisissante que Victor Hugo : « Philippe Auguste (...) emprisonne Paris dans une chaîne circulaire de grosses tours, hautes et solides. Pendant plus d'un siècle, les maisons se pressent, s'accroissent et haussent leur niveau dans ce bassin comme l'eau dans un réservoir.

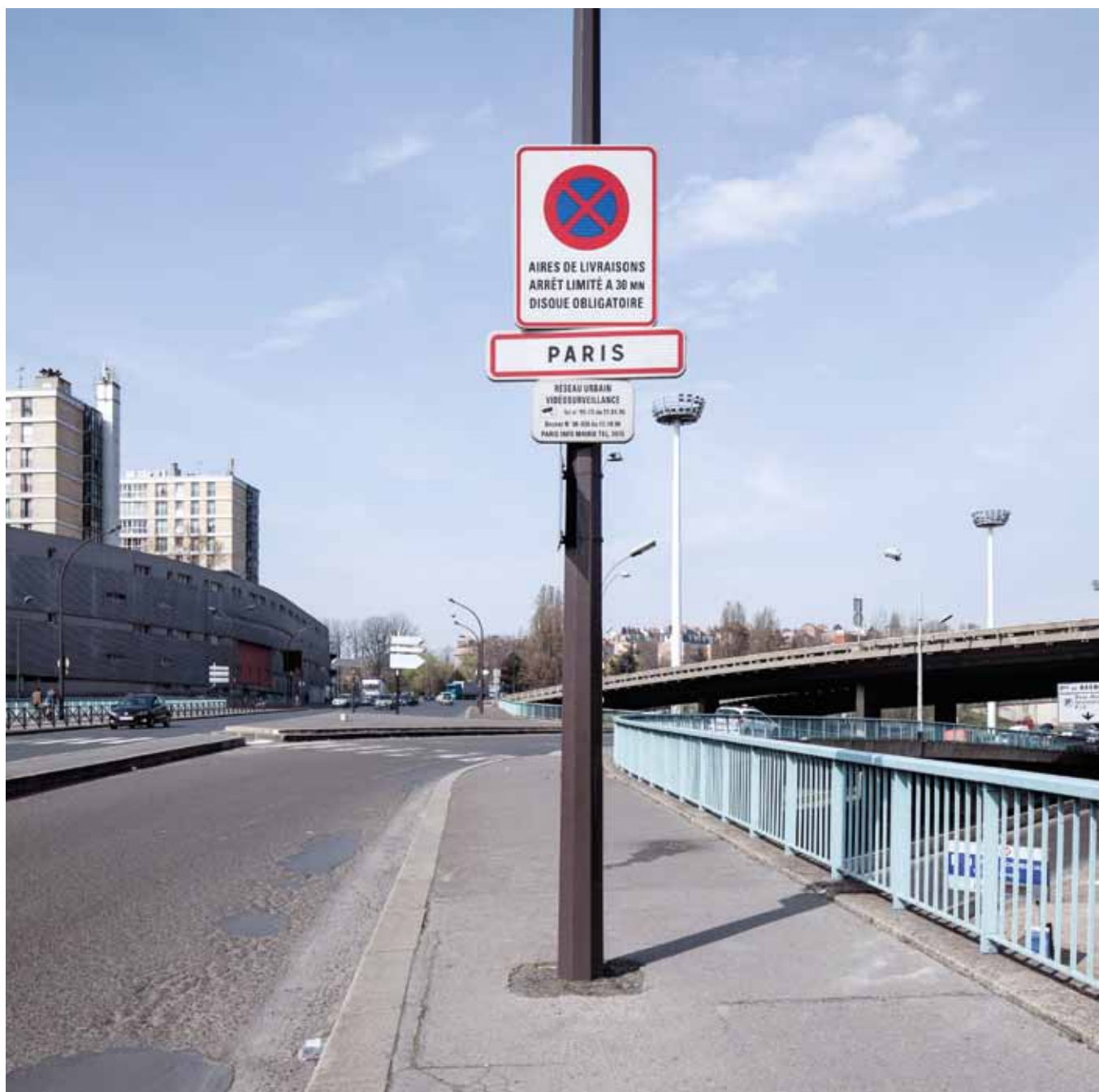
Elles commencent à devenir profondes, elles mettent étages sur étages, elles montent les unes sur les autres, elles jaillissent en hauteur comme toute sève comprimée, et c'est à qui passera la tête par-dessus ses voisines pour avoir un peu d'air. La rue de plus en plus se creuse et se rétrécit ; toute place se comble et disparaît. Les maisons enfin sautent par-dessus le mur de Philippe Auguste, et s'éparpillent joyeusement dans la plaine sans ordre et tout de travers, comme des échappées. Là elles se carrent, se taillent des jardins dans les champs, prennent leurs aises. Dès 1367, la ville se répand tellement dans le faubourg qu'il faut

Paris se construit par annexions successives de sa périphérie, par croissance circulaire qui vient chaque fois englober un nouvel anneau.

une nouvelle clôture, surtout sur la rive droite. Charles V la bâtit. Mais une ville comme Paris est dans une crue perpétuelle (...). L'enceinte de Charles V a donc le sort de l'enceinte de Philippe Auguste. Dès la fin du quinzième siècle, elle est enjambée, dépassée, et le faubourg court plus loin.² » Suivront de nouveaux remparts érigés par Louis XIV, le mur des Fermiers généraux un siècle plus tard, puis les *fortifs* édifiées par Thiers après 1840, jusqu'au périphérique actuel, « la dernière en date mais non la moins redoutable des enceintes parisiennes » (É. Hazan, *op. cit.*, p. 27).

L'histoire de ces enceintes est le rappel permanent que l'histoire de Paris est l'histoire d'une capitale, indissociable d'une centralisation administrative, monarchique puis jacobine, qui fait de Paris la Ville opposée à la Province, fourre-tout d'où n'émerge aucune figure définie, et dont les velléités urbaines sont obstinément rabattues sur la campagne. De cette réalité témoignent avec constance les noms des portes de Paris : pas une ville de province conséquente n'a droit à l'égard d'avoir laissé son nom à une porte de Paris, si ce n'est la porte d'Orléans, encore encombrée du souvenir de l'armée de Leclerc venu délivrer la capitale. Cherchez donc la porte de Rennes, de Rouen, de Nantes, de Lille, de

> JOËL ROMAN, PHILOSOPHE, ESSAYISTE ET ÉDITEUR



Nancy, de Strasbourg, de Dijon, de Lyon, de Marseille, de Montpellier, de Toulouse ou de Bordeaux ! Mais une porte d'Italie est nommée d'après une ancienne route qui conduisait certes vers un royaume prestigieux et longtemps convoité, en traversant un Midi qui ne méritait pas qu'on s'y arrêtât.

Ces enceintes successives, transformées en boulevards, laissent leurs marques dans la ville, portes monumentales ou bureaux d'octroi, mais témoignent surtout d'une volonté obstinée de délimitation, aussi constamment affirmée qu'elle est régulièrement démentie par la croissance urbaine. Étonnante est donc la situation actuelle qui a vu ce mouvement historique s'interrompre, et le périphérique, censément voie de circulation, devenir une véritable ligne de démarca-

tion, et d'abord dans les usages et les imaginaires³, dont on ne sait quelle est la conséquence la plus néfaste : qu'elle exile de Paris la majeure partie des Parisiens ou qu'elle fige une capitale muséifiée dans son seul centre historique... C'est d'ailleurs cette inertie administrative, urbanistique et politique qui a conduit à la nécessité de penser le Grand Paris, dont on ne sait pas encore s'il est la reprise assumée de ce mouvement historique ou un nouveau prétexte, en rebattant les cartes, de laisser inchangée cette frontière.

POLARITÉS

L'espace qu'elle dessine oppose la ville centre à la banlieue. Et l'on voit que ce coup d'arrêt donné à l'agrandissement concentrique de Paris rencontre une polarité sociale décisive, qui a depuis longtemps animé la ville. Cette polarité fut d'abord urbanistique, orientée nord/sud et a longtemps opposé une rive droite densément peuplée à une rive gauche plus aérée, >>>

Il est d'ailleurs significatif que le terme de banlieue, qui à l'origine désignait la totalité des périphéries, se soit resserré pour ne plus évoquer désormais que les seules banlieues populaires où la ségrégation sociale s'augmente d'une ségrégation ethnique.

où de vastes domaines ecclésiastiques (Saint-Germain-des-Prés) ont progressivement servi de réserve foncière à une expansion de la capitale ornée de parcs et de jardins. À partir du peuplement aristocratique du faubourg Saint-Germain, qui s'intensifie au début du XIX^e siècle, et qui signe la migration de l'aristocratie loin des vieux hôtels particuliers du Marais, cette polarité va s'infléchir dans un sens ouest/est, et devenir de plus en plus sociale à mesure que se peuplent les faubourgs populaires de l'Est parisien (faubourg Saint-Denis, faubourg Saint-Martin, faubourg Saint-Antoine) et qu'ils sont progressivement intégrés à la ville. À partir du milieu du XIX^e siècle, le mouvement s'accélère, amplifié par la rénovation urbaine conduite par Haussmann et par l'intégration à la ville des villages périphériques (Montmartre, La Chapelle, La Villette, Belleville, Charonne, qui étendent le Paris populaire au nord et à l'est, tandis qu'à l'ouest, Auteuil et Passy confortent les quartiers résidentiels fortunés). Ce mouvement est si prononcé qu'Henri Lefebvre n'hésite pas à interpréter la Commune de Paris comme un mouvement de réappropriation de la capitale par le peuple qui en était progressivement chassé : « Le peuple de Paris continue à aimer Paris, ce lieu de corruption, de luxe et de luxure, cette accumulation fabuleuse de richesses qu'il a produites et dont on l'écarte, matériellement et spirituellement, économiquement et culturellement, en le reléguant loin du centre rayonnant de la Cité. Par la Commune, par les manifestations et les fêtes, par l'action militaire comme par les décisions des Communaux, il va reconquérir son bien, et d'abord sa ville. »⁴ »

HAUSSMANN REVISITÉ

Le bilan d'Haussmann est d'ailleurs diversement apprécié : s'il reste pour beaucoup synonyme d'un urbanisme éminent du Paris populaire, dont les aménagements ont pour fin la surveillance, voire la répression des révoltes de ce Paris populaire et la relégation de la population ouvrière vers la périphérie (selon l'interprétation devenue classique qu'en donne Walter Benjamin⁵), il connaît de nos jours un regain d'appréciation positive, comme sous la plume de Françoise Choay : « Si le préfet Haussmann instrumentalise l'espace parisien pour les besoins de la circulation et de l'hygiène, il n'en respecte pas moins le caractère et l'identité de la ville. Ainsi non seulement il conserve avec le plus grand soin monuments et tissus anciens intégrables dans le nouveau réseau circulatoire, mais il fait aussi aménager et il répartit sur la totalité de la capitale une hiérarchie d'espaces publics inédits (parcs, squares, promenades plantées, trottoirs équipés d'un véritable complexe de mobilier

urbain) accordés aux nouvelles formes d'urbanité comme aux traditionnelles convivialités du quartier⁶. » Il est vrai que lorsqu'on regarde l'œuvre d'Haussmann depuis les ambitions du plan Voisin de Le Corbusier, qui a inspiré les principales réalisations du gaullisme finissant et du pompidolisme des années 1960-1970 (adapter Paris à l'automobile), on ne peut que la réévaluer !

Les premières HBM (habitations à bon marché) qui s'édifient dans l'entre-deux-guerres sur le territoire des anciennes fortifs, puis la construction des grands ensembles après-guerre s'inscrivent dans cette polarité et la prolongent, tandis qu'un double mouvement d'urbanisation du centre de Paris et de gentrification des anciens quartiers populaires la renforce. La rénovation urbaine consiste en effet à éradiquer les « îlots insalubres » du centre parisien, qui sont rasés et progressivement voués, à l'instar des anciennes implantations industrielles (usines Panhard de la porte d'Italie, Citroën du quai de Javel), à accueillir immeubles de bureaux de prestige ou logements neufs. Dans un mouvement qui va aller s'accéléralant à mesure que cette rage destructrice et bâtisseuse, teintée d'affairisme foncier⁷, recule sous la pression de couches sociales intellectuelles, on revalorise le bâti ancien que ces mêmes couches sociales réhabilitent et font le choix de venir habiter. Ce mouvement de gentrification désormais bien analysé⁸ accroît progressivement la polarité sociale qu'il prétendait contester dans un premier temps et, sautant lui aussi la barrière du périphérique, gagne les communes de la banlieue proche, Saint-Denis, Aubervilliers, Pantin, Montreuil, Bagnolet, Malakoff, Ivry, Montrouge, fournissant ainsi au projet du Grand Paris une base sociale mobilisée.

BANLIEUES ? QUELLES BANLIEUES ?

Tandis que vers l'ouest et le sud, Paris connaît une extension qui prolonge naturellement les quartiers résidentiels et les quartiers d'affaires de l'ouest de la capitale, avec notamment le quartier de La Défense, seule prolongation monumentale de Paris dans sa périphérie, avec l'Arche de la Défense dans l'axe Champs-Élysées/arc de Triomphe, ainsi que les campus élitistes de la vallée de Chevreuse (HEC, Polytechnique), vers le nord et l'est le périphérique reste en grande partie une barrière infranchissable, cordon sanitaire dressé entre la ville et une banlieue inquiétante et inconnue. Il est d'ailleurs significatif que le terme de banlieue, qui à l'origine désignait la totalité des périphéries, se soit resserré pour ne plus évoquer désormais que les seules banlieues populaires où la ségrégation sociale s'augmente d'une ségrégation ethnique. Qui irait encore qualifier Neuilly, Meudon ou Levallois, ou encore Versailles, Sceaux, Saint-Germain-en-Laye, de banlieues ? Cette fracture a également ses raisons urbanistiques, la banlieue étant aussi celle des grands ensembles qui ont poussé là où on a cherché à réglementer l'installation des nouveaux habitants en interdisant l'autoconstruction qui avait été le mode d'appropriation de l'espace dans les premiers temps de la banlieue⁹. Depuis, les bidonvilles ont été rasés et les anciennes cités de transit sont devenues ces cités de relégation, régulièrement dénoncées comme foyers du mal vivre urbain¹⁰. C'est bien dans cette ségrégation que réside le problème essentiel de Paris aujourd'hui, bien que l'on cherche parfois à la nier ou à la noyer dans des considérations plus larges sur le périurbain, dernière expression mise à la mode par le géographe Christophe Guilluy et ses émules pour gommer la question ethnique et déplacer la sollicitude des pouvoirs publics vers des « petits blancs pavillonnaires », qui ont certes

une capacité de nuisance politique et électorale bien supérieure à celle des habitants des quartiers populaires de banlieue¹¹.

POLITIQUE

La question est donc d'abord politique. Comment pourrait-il en être autrement, dans un Paris qui fut tout à la fois le poumon révolutionnaire de la France, le lieu de la plus grande centralisation étatique et en même temps un mineur politique constamment tenu sous tutelle, les pouvoirs politiques respectifs n'ayant eu de cesse, une fois installés, souvent par ce même peuple de Paris, de lui refuser l'autonomie communale? La restauration républicaine après l'Empire se fait sur l'écrasement de la révolution populaire qui s'était justement appelée Commune de Paris, et quand Jules Ferry instaure, quelques années plus tard, le suffrage municipal (1884)¹², Paris en est soigneusement exclu. Encore aujourd'hui, alors que cette exception a été tardivement réparée, une fois la capitale socialement assagie (le premier maire élu de la capitale fut Jacques Chirac, en 1976), le pouvoir local n'est pas entièrement dévolu au maire, et reste en partie entre les mains d'un préfet de police nommé par le gouvernement.

C'est que l'insurrection de la Commune s'inscrit dans une longue tradition de tension entre la ville et la direction politique du pays, d'abord la monarchie, puis la République. Depuis la révolte d'Étienne Marcel, la ville est suspecte aux yeux des titulaires successifs de la couronne. L'épisode de la Fronde vient confirmer cette suspicion qui se traduit bientôt par l'édification de Versailles, à bonne distance de Paris. Et au début de la Révolution, l'un des premiers actes révolutionnaires est de ramener le roi et sa famille de Versailles à Paris, tandis que le gouvernement de la Défense nationale, en 1871, empruntera le chemin inverse, sous l'œil goguenard des Prussiens qui assiègent alors Paris. Et il faudra, lors de la libération de Paris, toute l'habileté manœuvrière de De Gaulle, appuyée par la force militaire de la 2^e DB de Leclerc, pour contenir les FFI dirigés par Rol-Tanguy.

Ainsi, la centralité de Paris-capitale se paie de la minorité de Paris-ville¹³. La profusion des monuments rappelle à chaque coin de rue la capitale, tandis que les différents ministères se sont installés dans les meilleurs hôtels particuliers de la rive gauche. Cette magnificence menace aujourd'hui de transformer la ville en musée patrimonial, à seule fin de consommation touristique. L'émiettement politique de la banlieue, augmenté de la fragmentation départementale de la Seine-et-Oise, a fait de Paris un nain politique et démographique, ensermé dans son périphérique qu'il vit comme un rempart, alors que c'est une limite. En même temps, Paris n'a cessé de s'alimenter d'immigrations toujours nouvelles, venues d'abord des campagnes françaises, pour le peupler de Bretons, d'Auvergnats et de Picards, puis d'Europe où il s'enrichit de Belges, d'Italiens, d'Espagnols et de Portugais, mais aussi de juifs askhénazes venus de Pologne ou de Russie, avant de s'ouvrir aux populations issues de l'ancien empire français, Algériens, Marocains et Tunisiens, Vietnamiens et Maliens, Ivoiriens, Sénégalais et Malgaches. Ville-monde, Paris l'est certes par son rayonnement culturel historique, mais il l'est aussi aujourd'hui, et peut-être davantage, par les attaches de ses habitants. Or cette richesse, faute d'être comprise et utilisée, paraît surtout l'encombrer. Autre défi auquel le nouveau Paris doit faire face.

Mettre ce Paris-là, le Paris vécu, divers et concret, qu'il soit 9^e arrondissement ou Nanterre, Vitry ou Stains, mais aussi Chaville, Fontenay-aux-Roses ou Clichy (les deux, Clichy-la-Garenne et Clichy-sous-Bois), en position de majorité politique, avec des institutions adéquates pour gérer l'agglomération qu'elles forment, tel est l'enjeu du Grand Paris demain. Après, on pourra discuter plans d'urbanisme, schémas directeurs d'aménagement, dessertes de transport et pôles d'excellence. Mais dotons d'abord la ville du droit démocratique de décider de son avenir et des moyens de le faire. La prophétie d'André Suarès pourra alors se réaliser : « Si demain ou plus tard Paris absorbe Saint-Germain, Melun, Meaux, Senlis et Soissons, Mantes et Étampes, le merveilleux dessin n'en sera ni altéré ni compromis. Ces petites villes entreront dans l'immense capitale comme peu à peu Montmartre, Montrouge, Passy, Vincennes, toutes les banlieues : elles sont des quartiers après avoir été des faubourgs. La grandeur du dessin fait l'unité incomparable.¹⁴ »

JOËL ROMAN

“Envisager des modes de gouvernement inédits”

COMMENTAIRE

Le projet du Grand Paris s'accompagne aujourd'hui d'une réforme des collectivités territoriales qui suscite des polémiques et braque une grande partie de la classe politique. Il n'en reste pas moins que la dimension métropolitaine, désormais prise en considération, invite à envisager des modes de gouvernement inédits. En effet, alors que beaucoup de métropoles mondiales sont des « États dans l'État », les métropoles françaises en voie de constitution vont-elles favoriser le modèle de l'État « à la française » ou favoriser un autre art de gouverner ? OLIVIER MONGIN

1. Éric Hazan, *L'invention de Paris*, Le Seuil, 2002, coll. Points, p. 19.
2. Victor Hugo, *Notre-Dame de Paris*, « Paris à vol d'oiseau », cité par Éric Hazan, *op. cit.*
3. Un exemple tout à fait anecdotique mais révélateur : la mobilisation sans précédent que déclencha il y a quelques années le projet de transfert de l'EHESS (École des hautes études en sciences sociales), fleuron de la recherche parisienne en sciences humaines, et haut lieu des pétitionnaires de gauche, vers La Plaine Saint-Denis, à un jet de pierre du périphérique, mais à l'extérieur, comme si ce transfert qui franchissait une barrière plus symbolique que réelle ne pouvait être qu'une déchéance.
4. Henri Lefebvre, *La Proclamation de la Commune*, Gallimard, 1965, p. 133.
5. Walter Benjamin, *Paris, capitale du XIX^e siècle*, trad. fr., Le Cerf. Voir le commentaire qu'en fait Michael Löwy, « La ville, lieu stratégique de l'affrontement des classes », in *Laboratoire Urbanisme Insurrectionnel* <http://laboratoireurbanismeinsurrectionnel.blogspot.fr/2012/12/walter-benjamin-passage-werk.html>
6. Cf. aussi les remarques sur Haussmann d'Éric Hazan, *op. cit.*
7. Françoise Choay, « Claude Lévi-Strauss et l'aménagement des territoires », in *Esprit*, août-septembre 2011, cité par Olivier Mongin, *La ville des flux*, Fayard, 2013, p. 66.
8. Quelques voix s'élèvent dès la fin des années 1960 pour dénoncer cette évolution, comme celle de Claude Bourdet, conseiller de Paris, à *Qui appartient Paris?*, Le Seuil, 1972.
9. Parmi de nombreuses autres références, voir l'analyse fine qu'en fait Régine Robin dans *Le Mal de Paris*, Stock, 2014, pp. 145-156.
10. Cf. Alain Faure, *dir., Les Premiers Banlieusards*, Créaphis, 1991.
11. Quand il était délégué interministériel à la Ville, à l'époque où la politique de la Ville représentait encore une espérance, Jean-Marie Delarue avait dressé un diagnostic rigoureux de cette situation dans son rapport, *La Relégation*, Syros, 1991.
12. Christophe Guilluy, *Fractures françaises*, Bourin éditeur, 2010.
13. Cf. Mona Ozouf, *Jules Ferry - La liberté et la tradition*, Gallimard, 2014.
14. Ce que Guy Burgel appelle « une centralité paradoxale », dans « La singularité de Paris en Europe », in *Villes en parallèle*, n° 45-46, juin 2012.
15. André Suarès, *Paris, [1947-1948]*, repris dans *Valeurs et autres écrits historiques, politiques et critiques 1923-1948*, Œuvres, vol. II, éd. Robert Parienté, Robert Laffont, coll. Bouquins, 2002, p. 395.

Auteur d'un livre de référence sur le Grand Paris, Philippe Panerai se méfie du Plan et d'une trop grande prise de hauteur. Il scrute Paris et ses environs, il voyage dans les alentours pour voir ce qui tisse un ensemble dont la cohérence géographique est forte. De tous ces savoirs rarement perçus et valorisés, il ressort que les eaux, les fleuves et les forêts sont des paysages qui portent la terre parisienne. Encore faut-il les voir, les mettre en scène et rappeler que l'univers agricole représente une très large proportion de l'ensemble parisien.

PARTIR DU TERRAIN, diversité de la géographie et variété des paysages

Souvent réduit au tracé d'un nouveau métro et à un redécoupage administratif, le Grand Paris manque de chair, et nombre de ses habitants qui n'y voient qu'un débat de technocrates se détournent d'une question qui pourtant conditionne leur avenir. Je n'ai rien contre le projet de métro du Grand Paris (RGPE en langage officiel), ce tracé-là en vaut bien un autre et compte tenu des retards accumulés, il est urgent de le réaliser car les rares RER existants frôlent chaque jour la catastrophe – et je ne parle pas des communes qui ne connaissent pas le RER. Je suis plus réservé quant à la suppression des intercommunalités qui perpétue cette vieille habitude française de la centralisation du pouvoir méfiant vis-à-vis de tout ce qui ne vient pas d'en haut.

La vue d'en haut a ses avantages : une vision d'ensemble. Elle présente un défaut majeur : l'abstraction, l'oubli du local. Les habitants deviennent des quantités, les communes des superficies, les terrains peu ou non bâtis des opportunités foncières pastillées dans les documents d'urbanisme, avec tout ce que cette abstraction suppose d'indifférence – sans doute involontaire – au terrain, à son histoire et à ses habitants.

Pour éviter l'abstraction, il faut en permanence passer du plan au terrain. Le plan est commode, confortable ; on le pose à plat sur une table, on peut le plier, l'emporter sur le terrain. On peut écrire et noter sur le plan la hauteur des bâtiments, la nature des jardins, l'essence des arbres. Le terrain vous dit la présence ou l'état des commerces, l'entretien des chaussées, le bruit de la circulation, le charme du printemps, l'absence de transport, la qualité ou l'indigence de l'architecture... L'agglomération parisienne rassemble près de 400 communes sur une surface urbanisée où subsistent des parcs, des forêts, des champs et des espaces agricoles (potagers, cultures maraîchères). Elle occupe environ 2 700 km² (25 fois Paris intra-muros) et s'inscrit pour l'essentiel dans le cercle de 30 km de rayon autour de Notre-Dame qui était la limite du plan d'extension de 1934 d'Henri Prost. Cet accroissement des dimensions introduit une rupture dans la représentation de la ville. Pour le Paris d'Hausmann, une échelle raisonnable (1/10 000^e par exemple) permet de représenter toute la ville bien cadrée dans le dessin de l'enceinte militaire de 1840, avec ses rues et ses

bâtiments assez détaillés pour y distinguer les cours et les jardins, les plantations des boulevards, le dessin des monuments. Dans le Grand Paris d'aujourd'hui, la lecture de l'ensemble ne permet pas, sur un seul et même plan, de reconnaître les détails. On est passé à une échelle géographique qui diffère de celle des villes anciennes et, plus la ville grandit, plus sa représentation d'ensemble devient abstraite, s'éloigne du terrain.

RETROUVER LES CHEMINS DE L'EAU

Pour moi, la compréhension du Grand Paris commence par celle du relief façonné par l'érosion des cours d'eau qui ont formé les premiers chemins. Les grands sont navigables. La Seine et la Marne, avec la succession de leurs méandres aux intérieurs plats – Saint-Maur et ses lotissements, Gennevilliers et son port –, et aux rives escarpées en belvédère comme à Nogent, à Saint-Cloud, à Epinay, et dont la terrasse de Saint-Germain constitue la plus spectaculaire mise en scène ; et puis l'Oise au nord, qui ouvre sur la Picardie et les Flandres par une voie d'eau majestueuse et s'achève à Conflans-Sainte-Honorine, capitale de la batellerie, juste après Cergy, en amphithéâtre autour de sa base de loisirs.

Au-delà des berges, le lit majeur, qui s'élargit souvent sur deux kilomètres, accueille depuis cent cinquante ans les grandes infrastructures de transport, voies ferrées, puis voies rapides et autoroutes qui ont remplacé les chemins de halage, isolent le fleuve ou les rivières et rendent leur accès difficile. À côté, l'exploitation des sables et des graviers nous a légué un paysage étonnant. En amont de Paris, ce sont 20 kilomètres qui enchaînent depuis les étangs de Grigny, dédiés à l'aviron et à la voile, les aménagements de loisirs de Draveil : l'Orme des Mazières, la Fosse aux Carpes

Et l'on voit depuis près de vingt ans des mutations accélérées qui modèlent de nouveaux paysages.

> PHILIPPE PANERAI, GRAND PRIX DE L'URBANISME 1999

et le port aux Cerises, suivis du port de Vigneux et de la Fosse Montalbot, puis rive gauche des darses de Villeneuve-le-Roi, aujourd'hui dédiées à l'industrie, et rive droite la base nautique et le parc interdépartemental des sports de Choisy-le-Roi. Même chose en aval avec le port de Gennevilliers, et tous les étangs qui s'étirent de Poissy aux Mureaux. Des espaces longtemps délaissés ont repris de la valeur à la faveur des loisirs et des sports nautiques et amplifient le paysage du fleuve et des grandes rivières, autant de potentialités que l'on redécouvre peu à peu.

D'autres usages se sont développés le long de ces grandes voies fluviales : tout un monde de ports, de darses, de quais, d'écluses et de bassins qui ont suscité des installations industrielles doublement desservies par l'eau et le chemin de fer. À partir de Villeneuve-le-Roi, le lit majeur de la Seine rencontre celui de la Marne pour créer une vaste plaine alluviale en amont de la capitale ; même élargissement au nord du col de La Chapelle avec La Plaine Saint-Denis et ses prolongements irrigués par les canaux Saint-Martin, Saint-Denis et de l'Ourcq.

On comprend pourquoi les premières industries s'y sont installées, remplaçant les cultures maraîchères et profitant de terrains plats et faciles d'accès. Usines,

logistique, qui ont suscité les communes ouvrières de la banlieue rouge et attiré la majeure partie des logements sociaux, autant de sites fragilisés par le départ des industries, où se mêlent enjeux sociaux et stratégies foncières. Et l'on voit depuis près de vingt ans des mutations accélérées qui modèlent de nouveaux paysages ; le Stade de France et le renouveau de la Plaine en sont l'exemple – on redécouvre le charme des berges, on aménage les rives du canal...

PAR MONTS ET PAR VAUX

À l'opposé des grandes vallées et de la plaine de France, un ensemble de petites rivières viennent modeler les plateaux agricoles au sud. Rive droite, l'Yerres, augmentée de la Barbançonne et du Réveillon, est l'origine d'une succession de petites communes qui prennent des airs de villégiatures. Rive gauche, l'Essonne, par son affluent la Juine, relie Paris à Étampes, l'Orge, qui mène à Dourdan, reçoit, entre Épinay-sur-Orge et Savigny, les eaux de l'Yvette, c'est-à-dire la vallée de Chevreuse avec ses affluents qui drainent le plateau de Saclay : la Mérantaise et le Rhodon. Plus au nord encore la Bièvre coule à découvert depuis Satory jusqu'à Massy où elle disparaît, busée, d'Antony à Paris, malgré quelques velléités récentes de lui faire revoir le jour. Étroites et souvent boisées, ces vallées abritent des villages anciens qui se sont transformés à la faveur des transports en commun (l'ancienne ligne de Sceaux devenue RER B pour la vallée de Chevreuse, le RER C pour l'Orge et pour la Bièvre), avec des maisons agréables sur les coteaux ensoleillés.

Plus haut, c'est-à-dire au-dessus de la cote 60, qui marque la séparation



» » entre le monde des vallées et celui du plateau, les rivières ne sont souvent que des petits rus, parfois intermittents, tandis que le contrôle de l'eau pour alimenter les jardins de Versailles a multiplié les rigoles à partir du XVII^e siècle. Le relief explique pourquoi les forêts sont plus rares dans le nord et l'est, où l'essartage était facile sur des terrains plats, que dans les vallées de l'ouest et du sud, où les reliefs ont favorisé le maintien des boisements. Mais les grandes forêts de l'Île-de-France sont aussi la conséquence du goût des Valois et Bourbons pour la chasse. Forêts royales devenues domaniales, elles gardent les dessins savants d'un XVII^e siècle féru de géométrie, d'optique, de nivellement et de cartographie. La chasse a favorisé le développement des châteaux avec leurs parterres, leurs bassins, leurs parcs et leurs réserves de chasse, ce qui nous vaut les centaines de châteaux qui ponctuent le territoire du Grand Paris. Fontainebleau, Saint-Germain et Versailles en tête, mais qui se souvient qu'Épinay-sur-Orge comme Épinay-sur-Seine et tant d'autres communes ont installé leur hôtel de ville dans d'anciens châteaux, que tant de lotissements réguliers à Morsang-sur-Orge et Sainte-Geneviève-des-Bois, à Gournay et à Champs-sur-Marne, à Tremblay-en-France ou au Raincy, conservent les tracés de domaines pour certains disparus mais que rappellent une allée plus large que de coutume, un tracé en étoile, un pavillon, un reste de communs, un nom (la Faisanderie, la Garenne, le Vert Galant) ?

Dans des terrains plus arides et moins accessibles, on trouve la trace des retraites, abbayes cisterciennes du Moyen Âge comme Longpont ou Maubuisson, volonté de s'éloigner de Paris pour des raisons politiques autant qu'intellectuelles : les jansénistes à Port-Royal des Champs, goût de la solitude comme le désert de Retz, désir de jouer au châtelain comme Fouquet à Vaux-le-Vicomte (cela ne lui a pas porté chance), Colbert à Sceaux, la Pompadour à Choisy-le-Roi ou plus tard Alexandre Dumas à Marly.

UN TERRITOIRE PONCTUÉ PAR L'HISTOIRE

Le lien avec Paris est ancien et il y a depuis longtemps des attachements réciproques : les Romains captent les eaux de Rungis ou Wissous pour leurs thermes. La ville s'établit au centre d'une grande région agricole dont le territoire est maillé : un village tous les 5 à 6 kilomètres (une heure de marche), souvent développé à partir d'une ville gallo-romaine ou autour d'un château. Encore repérable aujourd'hui par son église ancienne, une vieille rue, une halle. Dès le Moyen Âge, l'Église possède des terres qu'elle exploite et qui lui rapportent, chaque abbaye parisienne a son domaine, comme Sainte-Geneviève à Sainte-Geneviève-des-Bois ou Saint-Maur à Saint-Maur-des-Fossés. La ville consomme les produits de

« L'architecte-urbaniste a la responsabilité de faire passer « le grand paysage sensible » avant le programme »

COMMENTAIRE

L'urbanisation contemporaine privilégie les réseaux et les connexions, au risque d'oublier qu'ils s'inscrivent dans des contextes qui sont autant d'ensembles paysagers. C'est pourquoi l'architecte-urbaniste a la responsabilité de faire passer « le grand paysage sensible » avant le programme et de rappeler que « le site précède le programme ». Comme Paris n'est pas Dubai, ce « hub » gigantesque pris entre mer et désert, l'extension de la ville historique doit se laisser porter par un contexte varié et coloré que l'histoire de la peinture exprime à merveille. O. M.

la campagne et en accélère la production : cerises à Montmorency, poires à Sarcelles, pêches à Montreuil, haricots à Arpajon, vignes à Suresnes. Elle en consomme aussi les ressources. Après les Romains, c'est Marie de Médicis qui reconstruit l'aqueduc de Rungis (13 km) pour apporter l'eau à Paris, début des grands réseaux d'eau potable avec l'aqueduc de la Dhuis, celui de la Vanne, le canal de l'Ourcq. Paris aspire la nourriture, les matériaux : pierre à bâtir, plâtre, gravier de la Seine, meulière, blanc de Meudon, sable d'Orly ou de Fontainebleau, briqueteries et tuileries – l'ardoise ne viendra que plus tard. Dès la fin du XVIII^e siècle, une petite industrie artisanale partage le territoire avec les bourgs anciens : la toile et le papier peint à Jouy-en-Josas, les briques émaillées à Choisy-le-Roi... Il faut se plonger dans l'examen d'une carte d'état-major (1/80 000^e) d'avant 1914. L'agglomération continue va déjà jusqu'à Colombes, Saint-Maur ou Versailles mais Nanterre – ville ancienne où naquit sainte Geneviève – n'est pas encore rejointe par Puteaux, le fort du Mont Valérien est isolé, on note un moulin sur la butte, une briqueterie à côté de Fouilleuse, un château à Buzenval, une seule manufacture à mi-chemin de la Garenne-Colombes, la maison de répression au nord, près de la Seine. Chaque carré de 10 cm de côté vous raconte une histoire dont un siècle nous sépare. Découpez la carte et allez sur place, tout s'éclaire, la vie du Grand Paris d'hier se marque encore sur le terrain.

PHILIPPE PANERAI

Dès le Moyen Âge, l'Église possède des terres qu'elle exploite et qui lui rapportent, chaque abbaye parisienne a son domaine.

Chargé de rénover « la connexion des connexions » parisienne, à savoir Les Halles, qui se compose de cinq niveaux souterrains, David Mangin est l'auteur de divers ouvrages – dont le récent *Paris/Babel* – qui s'inquiètent de l'évolution des grandes agglomérations. Pour ce praticien, le Grand Paris est une mégapole au cœur du maelström. Or, le Grand Paris, celui de la connexion et de la ville extensive, ne peut qu'avoir affecté les savoirs de l'architecte et de l'urbaniste, qui est aussi confronté à la nécessité d'inventer des récits : celui des mangroves ou de la carte du Tendre par exemple.

UNE MÉGAPOLE « BABÉLIENNE »

UNE MÉGAPOLE

Comme dans *La Ville franchisée* (2004), qui croise trois paramètres principaux (les infrastructures routières et l'importance de la voiture, l'urbanisme commercial et l'étalement résidentiel et le desserrement urbain), j'aime bien préciser le vocabulaire et le choix des termes. Arrêtons-nous sur mégapole et sur Babel.

Pourquoi mégapole d'abord ? Ayant eu l'opportunité de travailler sur le Grand Paris, soit en tant qu'architecte, soit en tant qu'enseignant, je me suis assez vite aperçu que le terme de métropole, entériné par les hommes politiques en France et par les initiatives de Pierre Mansat à la Ville de Paris, avait le grave inconvénient de rater un saut d'échelle considérable. Ce n'est pas une querelle sémantique, car cela renvoie à la nécessité de prendre en compte une série de phénomènes inédits et d'en prendre acte quand on arrive à des échelles où la population dépasse les 10 millions d'habitants¹.

Cela permet aussi d'éviter des confusions avec le fonctionnement de métropoles françaises comme Lyon (1,7 million d'habitants), Lille (1,1), Marseille (1,6), Toulouse (1,1), Nantes (environ 600 000 habitants), qui se distinguent fortement du Grand Paris. La différence se mesure dans les pratiques quotidiennes : à Nantes par exemple, on peut aller à l'opposé de l'agglomération sans être pris dans les contraintes et les inconforts que l'on connaît à Paris, où les gens ont pris le parti d'habiter « une partie de la mégapole ».

En effet, depuis l'époque des villes nouvelles notamment, les gens qui habitent autour de Marne-la-Vallée, par exemple, sont des « Franciliens de l'est » qui déménagent dans la même région.

Cela change complètement les perspectives et invite à observer autrement l'utilisation des infrastructures autoroutières, comme l'A104, que les gens pratiquent comme des micro-rocades. Et il en ira de même avec le NGPE (nouveau Grand Paris Express) qui sera utilisé pour deux ou trois stations et non pas pour faire le grand huit, le grand tour. Cela rapproche donc ce Grand Paris mégapolitain des autres grandes mégapoles européennes (Londres, Moscou...) tout en le démarquant des grandes mégapoles des nou-

veaux mondes comme São Paulo (plus de 20 millions d'habitants), même si l'on peut déjà anticiper en les observant, ce qui m'arrive, les questions qui seront les nôtres et les leurs demain.

BABEL

Venons-en maintenant à cet autre mot, Babel, qui est dans le titre du livre *Paris/Babel* ? En revisitant l'Ancien Testament, j'ai compris que l'on pouvait, grâce à lui, transposer une série de thèmes comme la diversité, la dispersion, les grands bâtiments, la grande ville, la pluralité des langues, la pluralité des écritures architecturales. Cela a donné lieu à un travail de séminaire appelé Babel que je dirige à l'école d'architecture de Marne-la-Vallée. Voilà un effet inattendu du Grand Paris ! On y a décrit et analysé des thèmes laissés pour compte comme le cosmopolitisme, le nettoyage, l'entretien des « machines » qui servent à faire fonctionner un ensemble comme Paris. On y a produit des cartes innovantes sur des sujets comme l'emprise physique du numérique dans un territoire comme La Plaine Saint-Denis (ce qui remet en cause l'idée que le numérique

Ne pas injurier l'avenir, c'est donc le penser comme un système ouvert.

> DAVID MANGIN, GRAND PRIX DE L'URBANISME 2008

serait virtuel et non pas matériel). Il y a eu aussi des études comparatives sur la façon dont les activités peuvent se développer dans le cas des communautés chinoises, qui s'insèrent à leur manière dans les tissus existants, soit en s'installant au pied des immeubles ou dans les cours du 11^e arrondissement, soit en fabriquant dans le quartier d'Aubervilliers un module commercial de demi-gros qu'elles réussissent à intégrer dans des hangars et des immeubles... Tout cela relève d'un sacré pragmatisme !

LES HALLES, LE CENTRE DES CENTRES

Professionnellement, en découvrant le Grand Paris j'ai considéré que la prise en charge de la rénovation





du quartier des Halles était impérative. Je dis bien le quartier des Halles, parce qu'il faut s'occuper d'un grand iceberg avec sa face émergée – le quartier, le jardin, l'ancien Forum – et sa face immergée : le système de transports, qui brasse 800 000 personnes par jour, dont seul un faible pourcentage sort à l'air libre, la majorité empruntant une correspondance et certaines restant dans le Forum pour profiter de l'une des activités offertes (commerces, piscine, cinémas...). Les autorités n'ayant pas de programme précis, j'ai proposé de transformer ce lieu avec un grand toit ouvert sur le jardin afin d'en faire « la » grande sortie du Grand Paris au cœur de la ville. Dans les années 1970 on avait choisi de créer le Forum des Halles sans comprendre que ce grand « trou » de cinq niveaux donnait naissance à une hypercentralité, à savoir le nœud des correspondances principales des lignes du RER. Un chantier d'une grande complexité, un site occupé sur cinq étages de bâtiments en sous-sol, comme peu de gares du Grand Paris Express en développeront.

UN SYSTÈME DE MANGROVE

Aujourd'hui le chantier accélère dans sa partie immergée : rénovation de la salle d'échange des RER, sorties supplémentaires vers la rue de Rivoli, suppression de tunnels de transit, réhabilitation des espaces publics du quartier... Voilà toutes les actions à coordonner. Mon constat : actuellement le projet du NGPE (nouveau Grand Paris Express), pensé, à tort ou à raison, comme une infrastructure située à moins de 20 mètres, voire à moins de 50 mètres sous le sol, ne doit pas rater l'occasion de rendre possible des émergences et des relations avec ce qui se passe au-dessus.

Ce qui ne renvoie pas seulement au foncier libérable, qui a été beaucoup étudié, mais à ce que j'appelle un « système de mangrove ». Évoquer la mangrove, c'est appréhender des situations originales dans les mégapoles (cela ne vaut pas pour les métropoles à la française) entre les connexions, les correspondances des réseaux de transport en sous-sol et le haut, entre le « rez-de-ville » et les toitures (le plus 10 ou 15 étages). Ce n'est donc pas de l'urbanisme souterrain qu'il faut imaginer mais des connexions intelligentes. Je prends des exemples : sortir au sous-sol bricolage du BHV à partir de la ligne 1 du métro, ou au Lafayette Gourmet à partir de la station Auber du RER A, sortir de lignes de métro pour arriver au bar de la porte Maillot ou sur les plates-formes de Montparnasse, voilà une série de situations inédites à valoriser. Ne pas injurier l'avenir, c'est donc le penser comme un système ouvert et non pas fermé de correspondances entre les niveaux moins 1 et les activités de rez-de-ville où beaucoup de choses peuvent se passer.

LES COSMOPOLITISMES

On se plaint que le Grand Paris ne fasse pas rêver : « soyez sexy », nous disent les maîtres d'ouvrage qui n'ont en tête que « l'effet Bilbao ». Cette mégapole

Il faut prendre Babel comme l'éloge de la diversité mais aussi comme celui de la dispersion.

manquerait de récits au pluriel. Certains thèmes peuvent cependant être porteurs. On a bien vu, dans le conflit entre Paris et Londres, au moment de la candidature pour les jeux Olympiques, comment Londres a su assumer une image attractive et cosmopolite en dépit du communautarisme très ancré de ses banlieues. De fait, les grandes villes sont le lieu où coexistent plusieurs formes de cosmopolitisme. Un des problèmes de Paris est qu'il privilégie un cosmopolitisme revendiqué des arts et des lettres, qu'il valorise, et un peu moins un cosmopolitisme de l'accueil des étudiants étrangers. Qu'il cultive un communautarisme qui fonctionne à la fois chez les riches et chez les pauvres (effet de clubs et de ghettos). Or ce communautarisme parisien a tendance à s'enkyster alors que la France brandit l'universalisme comme valeur positive. Paris devrait être un facilitateur de cosmopolitisme ouvert. Je donne des exemples, Barbès, Belleville, le faubourg Montmartre, mais ce sont encore des raretés.

LA VILLE PASSANTE

J'en viens à la ville passante : ce n'est pas la ville piétonnière ou celle de la proximité locale, mais l'idée que l'on doit pouvoir « traverser une ville ». Ce qui ne veut pas dire qu'il faut échanger à tous les coins de rue mais que « le droit de regard » sur les quartiers doit exister comme l'une des conditions minimales du vivre ensemble. Par exemple, vous pouvez vivre à Los Angeles, une ville de la voiture par excellence, mais aussi une ville aveugle dont vous pouvez ignorer des parties entières. C'est le cas des villes qui se développent à partir d'un enclavement programmé qui touche tous les programmes.

Éviter ces enclavements, créer les conditions de la rue, voilà pour nous un travail de Sisyphe, un combat à mener sans cesse. Pourtant la mégapole parisienne a un atout, une chance qui peut surprendre, ce sont ses nationales : la nationale 3 commence aux Galeries Lafayette et finit trente kilomètres plus loin. Les nationales 3, 7 ou 20 sont des épines dorsales : on y trouve la capacité d'intégrer des transports en sites propres efficaces, et elles accueillent une mixité fonctionnelle remarquable à des échelles maîtrisables et accessibles à la moyenne distribution, aux cités, aux pavillons et aux petits immeubles de bureaux. Sur ces faubourgs de la ville mégapolitaine, il faut faire porter l'effort en priorité. Et en conséquence, se méfier d'un Grand Paris se développant seulement autour des gares du Grand Paris Express et laissant pour compte l'ensemble du tissu et des réseaux de ce qui ne serait pas proche des gares. Ce qui fabriquerait inélucta-

“Se soucier des rythmes urbains”

COMMENTAIRE

A lors qu'il a en charge avec l'agence Seura la connexion des Halles, David Mangin ne cesse de penser le devenir parisien à travers le prisme des grandes mégapoles mondiales en Chine, en Inde, en Amérique latine, ce qui conduit à prendre en considération les divers mouvements et rythmes de l'urbain : celui qui fait entrer dans la ville (de la campagne à la ville), celui qui fait sortir de la ville (le périurbain) et celui qui pousse comme un champignon à l'intérieur même de la ville (« la ville dans la ville », dont la connexion est la meilleure image). O. M.

blement une ville à deux ou trois vitesses, celle des bien connectés et celle des autres.

UNE MÉGAPOLE EN MAL DE RÉCITS ?

En ce qui concerne les récits, il existe d'autres pistes : il faut prendre Babel comme l'éloge de la diversité mais aussi comme celui de la dispersion (la mégapole doit être appréhendée comme 20 villes de 500 000 habitants). Mais il y a d'autres récits possibles que Babel ou les mangroves : le sujet crucial du logement là où il se développe vraiment. Car en attendant que toutes les politiques publiques votées ces deux dernières années à grands coups de fanfare se concrétisent, les gens vont continuer à « habiter avec leurs pieds » (comme on dit « voter avec ses pieds »), mais plus loin, toujours plus loin, la limite de l'habitation dans la mégapole étant la limite du réseau de transport (gares, péages, parkings, foncier...) qui fabrique un urbanisme tendanciel facile à observer et à anticiper. C'est pourquoi il faut faire du récit dans ce qu'il est convenu d'appeler, terme au demeurant discutable, le périurbain, la troisième couronne, de fait là où ça construit le plus. Avec les étudiants, nous nous sommes appuyés sur l'image de la carte du Tendre : grâce à elle nous essayons de décrire dans certains territoires du sud de l'Île-de-France la façon dont, là où ça se construit, les hameaux, les villes, les villages fonctionnent entre eux. La carte du Tendre, c'est très parlant car les politiques communales passent (ou ne passent pas) par des hommes et des femmes élus qui les vivent avec leurs passions, leurs déceptions et leurs enthousiasmes. Aujourd'hui il y a des passions urbaines et des passions périurbaines. Avec les mangroves, cette carte du Tendre des passions municipales, voilà plusieurs idées de récits possibles.

PROPOS RECUEILLIS PAR OLIVIER MONGIN

1. Une mégapole est une agglomération de plus de 10 millions d'habitants, une mégapole une agglomération de plus de 20 millions d'habitants. Dans le cas de la mégapole parisienne, on dénombre 12 millions d'habitants (13,5 pour Londres, 14,8 pour Moscou, 16,5 pour Istanbul...).

2. *Paris/Babel. Une mégapole européenne*, sous la direction de David Mangin, Éditions de la Villette, 2013.

Le géographe fait tomber les masques d'un urbanisme trop rationnel, celui qu'aiment tant la France et son État. Il regarde les territoires avec d'autres lunettes et d'autres sensibilités, ceux de savoirs discrets et peu visibles, comme s'ils n'en finissaient pas de produire des ouvertures et des échancrures, de passer par-delà les limites administratives. Que ce soit par le haut ou par le bas, de manière latérale ou verticale, le géographe regarde la ville dans toutes ses dimensions comme « *un mouvement permanent de pleins et de vides* » où ces derniers jouent un rôle majeur. Mais surtout, il rappelle que cette mobilité conditionne la capacité d'habiter car les habitants sont déjà là.

LES ÉTRANGETÉS DU GRAND PARIS

L'imaginaire national réduit souvent la mégapole parisienne à son centre, et/ou construit une représentation clivée entre ledit centre, qui recèle toutes les somptuosités et les richesses qui en font la ville lumière par excellence, et des périphéries qu'on dresse à l'envi en symptômes de crise urbaine. La rémanence de ces deux clichés s'accompagne de celle d'une autre « légende » : la mégapole serait malgré toutes les difficultés sous contrôle des puissances publiques et de ses plans (dont le pari pour le Grand Paris est un des derniers avatars) et politiques urbanistiques, à la fois globales et locales, qui se succèdent à un rythme accéléré.

Tout cela procède de la méconnaissance, plus ou moins volontaire, de ce que l'urbanisation (mondialisée et mondialisante) de ces soixante dernières années a provoqué : elle a « brouillé les cartes » classiques de Paris auxquelles on continue pourtant de se référer. Comme on persiste aussi souvent à vouloir penser l'espace parisien comme s'il n'était pas habité. Or il ne constitue pas qu'un ensemble de formes, d'infrastructures et de fonctions, mais un habitat¹ humain composite, installé par les actes quotidiens des habitants. Ceux-ci, au jour le jour et à toutes les échelles (car ces humains habitent localement mais aussi s'inscrivent par leurs actes dans des fonctionnements mondiaux de toute taille et donc incorporent la mondialité dans leur agir spatial, comme le montre au mieux le cas des migrants ou... des touristes), instaurent un ensemble urbain d'une grande complexité, tout à la fois fonctionnel et déficient, relativement efficace et soumis à de forts aléas, et assez peu régulé bien que saturé de plans et de projets – tous ces paradoxes étant constitutifs de l'urbanité parisienne. On ne peut donc observer Paris sans prendre en considération les acteurs spatiaux majeurs que sont les Parisiens.

UNE RÉALITÉ PARADOXALE

Si l'on accepte de renoncer aux stéréotypes, on découvre une réalité très paradoxale, dont on trouvera l'expression la plus explicite du côté des périphéries. Paris a connu un étalement spectaculaire, conséquence de la puissance de ce que je nomme principe diffusif, pour reprendre la notion efficace de *Città diffusa* forgée par des auteurs italiens, qui désigne un urbain

tout à la fois diffusé et diffusant. Il s'agit d'une manifestation parisienne d'un des caractères majeurs de l'urbain généralisé qui caractérise le monde contemporain. Partout l'étalement est avéré et, sans surprise, la périphérie forme désormais un grand paysage et un « milieu urbain » majeurs de Paris mégapole, au même titre que le centre – peut-être même sont-ils plus significatifs que le centre. Les espaces sub et périurbains constituent une trame de fond, une prégnance sur laquelle explosent les multiples saillances de la centralité – puisque la mégapole est marquée par une polycentralité très accusée. De surcroît, alors qu'on

réfère les périphéries parisiennes aux grands ensembles, il est flagrant que les logiques pavillonnaires marquent puissamment l'organisation spatiale – et depuis longtemps, dès la constitution des premières banlieues ferroviaires, ce qui fait que ce type d'espace possède ici une profondeur historique rare. Il suffit de regarder le Grand Paris à son échelle consistante (celle de l'aire urbaine Insee, donc du bassin de vie et d'emploi englobant, qui dépasse de beaucoup le périmètre régional et regroupait, en 2011, 1 798 communes et plus de 12 300 000 habitants)

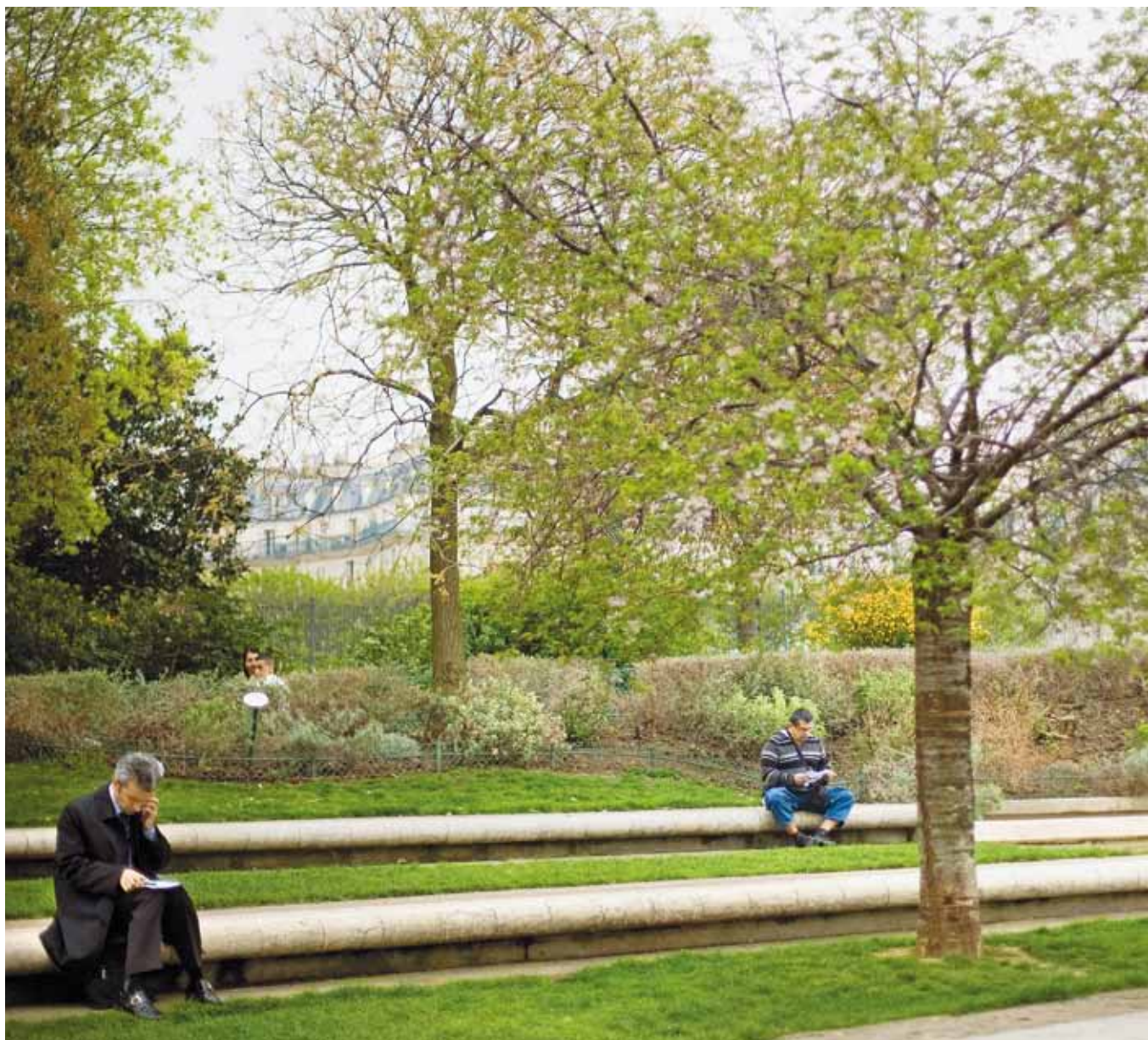
pour s'en apercevoir.

Le voisinage, par exemple, peut-il (re)devenir une des premières mailles de la vie publique ?

> MICHEL LUSSAULT, DIRECTEUR DE L'INSTITUT FRANÇAIS DE L'ÉDUCATION

DES VIDES ET DES PLEINS

L'urbanisation parisienne, qu'on appréhende en général à partir de l'imaginaire de la concentration et de la densité, construit aussi, en raison même des logiques diffusives, des espaces où les « vides » (espaces non bâtis en élévation) sont plus vastes que les « pleins » et occupent la très grande majorité des surfaces de l'aire urbaine. Cette famille du non bâti n'est point homogène. Elle englobe la voirie, qui strie l'espace, et les places, qui l'ouvrent. Elle recouvre aussi les fameux « délaissés », mais également les forêts, les bois, les landes, des périmètres « envagétés » divers



et variés, les jardins, les parcs, les friches, les espaces agricoles, sans oublier les cours et les étendues d'eau. Tout cela devrait être pleinement intégré à la pensée et à l'action urbanistiques.

Le domaine du vide, pour hétérogène qu'il soit, ne se déploie pas qu'en périphérie, même si, plus on progresse vers l'extérieur du boulevard « périphérique », plus on découvre, et très rapidement, que la porosité devient organisatrice de l'ensemble des espaces – et l'on se doute de l'intensité des pratiques habitantes qui y correspondent. Dans le périurbain étalé et poreux, l'espace public « officiel », celui des voies, est en général réduit à la portion congrue et affecté essentiellement, du moins en apparence, à la circulation indispensable à la desserte et à l'accessibilité des résidences et des activités. Si bien que les vrais endroits d'assemblage,

de rassemblement, de con-vivialité (à entendre ici au sens étymologique fort du terme, qui renvoie à la capacité de vivre en commun), de civilité, dans ces périmètres, sont plutôt les jardins privés, les alentours non bâtis des pavillons (et là la voie du lotissement joue un vrai rôle en matière de sociabilité de voisinage), les périmètres ouverts de pratiques de plein air – et les entrées d'école, au demeurant.

TYPOLOGIES DU VIDE

Tous ces espaces, (comme ailleurs ceux des galeries marchandes, des centres commerciaux) servent à la constitution de sociabilités, plus riches et variées qu'on ne veut bien le dire. Espaces communs, sinon publics, où s'épanouissent des pratiques de proximité résidentielle, se manifestent des valeurs et des cultures spatiales partagées par un groupe d'individus rassemblés. Dans les secteurs centraux et péri-centraux, les vides renvoient majoritairement à la voirie, aux places, aux espaces publics au sens classique du terme, normés, surveillés, contrôlés, marqués de



L'espace parisien est une marqueterie de pleins et de vides variés, mais une marqueterie sans « patron », sans plan préconçu.

plus en plus par un design architectural et urbain très homogène et standard, qui tend à vouloir proposer un règlement par le formalisme de la question délicate de la co-habitation en contexte de société multiculturelle. En revanche, dans les périmètres périphériques, la vacuité est plutôt composée de jardins privés, de friches, de grands délaissés, d'interstices, de parcelles agricoles, parfois aussi de grands parcs, de secteurs au statut incertain, de grandes zones de parking. Bref, des types spatiaux qui restent bien plus à l'écart des normes du lissage et de l'homogénéisation formelles de l'architecture, du paysage et de la civilité urbaine qui régit l'usage des centres. Ce sont du coup aussi des espaces du possible, de l'invention de nouvelles pratiques, dans le retrait des contrôles publics. À condition bien sûr qu'on puisse assurer qu'une telle sociabilité ne se réduise pas à la simple jouissance du privé et la valorisation exclusive de l'entre-soi social. Il y a là un enjeu, parvenir à publiciser en partie ces « communs », à ne pas les conserver en simples enclos séparés les uns des autres. Le voisinage, par exemple, peut-il (re) devenir une des premières mailles de la vie publique ?

AÉRATION, RESPIRATION

À la géographie pleine (celle, habituelle, du bâti urbain), on peut donc superposer une autre réalité constitutive de la mégapole : celle des « vides ». Qu'on ne doit pas penser en termes d'opportunités foncières, mais comme tout à la fois des liens qui font tenir ensemble les fragments bâtis, des périmètres d'aération indispensables à la pulsation de la mégapole, de « respiration » pour les secteurs alentour, de pause pour les citadins, mais aussi des espaces de pratiques sociales à part entière. Des « alter-espaces » urbains, au regard de ceux du Paris bâti, au sens où d'autres activités s'imposent, d'autres publics se constituent, signent les lieux, définissent d'autres types de polarisations, de spatialités. Tous ces vides combinés assurent les perméabilités, les capillarités. Si on les suivait à la pointe d'un crayon pour en tracer les limites, on dessinerait une sorte de rhizome d'une incroyable densité, qui fourmille de bifurcations, d'impasses, de contresens.

ACTEURS MULTIPLES

L'espace parisien est donc une marqueterie de pleins et de vides variés, mais une marqueterie sans « patron », sans plan préconçu. Tout cela sent le bricolage, l'auto-organisation permanente, le jeu combiné et pas vraiment convergent d'acteurs multiples (les habitants, en premier lieu) qui composent des fractions d'espaces qui se rabotent parfois harmonieusement et efficacement, parfois (souvent) au petit bonheur la chance.

“La question du vide et du plein”

COMMENTAIRE

Pour l'auteur de *L'Homme spatial*, l'urbain est une musique dont les rythmes se rapprochent de la musique concrète, tant il multiplie les échelles et les prises visibles et invisibles. Mais cette diversité ne va pas sans une prise en compte des vides qui jouent un rôle aussi important que les pleins. Ces vides, ce sont les espaces qualifiés d'informels, les zones grises chères aux écrivains comme Jean Rolin ou Philippe Vasset, les friches de tous ordres. Il semblerait qu'ils représentent plus de la moitié de l'espace parisien ! O. M.

Alors que l'on continue souvent d'appréhender la mégapole en aires territoriales contrôlées, relativement homogènes, que l'on découpe et que l'on hiérarchise, dont on pense les juxtapositions et les contacts avec de vieux concepts géopolitiques et géographiques (la frontière, l'opposition, le contraste, la spécialisation fonctionnelle, la morphologie du bâti), j'y vois plutôt un enchevêtrement inextricable, que la pensée urbanistique fonctionnaliste et la pensée politique normative ne peuvent plus arraisonner.

ÉCUME SPATIALE

L'espace parisien n'est pas ordonné et bien polarisé par le centre qui trônerait en majesté et régnerait sur des périphéries concentriques et fonctionnelles, pourvoyant la capitale en équipements et en ressources humaines (et en problèmes sociaux), mais compose une curieuse et parfois déconcertante écume spatiale qui s'épanche, sans ordre prédéfini mais pas sans logique de détail. Les logiques de détail l'emportent même de loin sur les cohérences d'ensemble ; les périmètres de la vie au quotidien, la multitude des lieux où les individus font expérience de la co-habitation, en démontrent en matière de logique (cette logique ne résultant que très rarement d'une planification initiale, venant de surcroît en quelque sorte, en incidente ou/et en dérivée de l'activité habitante) à une globalité toujours défectueuse, jamais susceptible d'être redressée.

Le Grand Paris est ainsi un « bariol », au sens que donne Jean Christophe Bailly à ce néologisme qu'il a suggéré dans son livre *Le Dépaysement*, consacré à la France et à ses paysages. Il propose ce mot pour désigner « la forme d'un état du monde, fondée sur l'intensité de la variété de tout ce qui est assemblé, sans jamais être vraiment ajusté, dans les multiples pays que la France compte ». Cela colle bien à ce à quoi Paris nous confronte, un gigantesque espace bariolé et agité de toute part, un assemblage de hasards et de nécessités, sans ajustements. Il nous reste à inventer une politique pour cette réalité urbaine qui dé-range.

MICHEL LUSSAULT

Le Grand Paris a réveillé les universités en rappelant que la ville a été portée en Europe à la fin du Moyen Âge par des commerçants mais aussi par ces agents du savoir que sont les universitaires, de Bologne à Paris. De fait, les choses ont bien changé et les étudiants ne vivent plus autour de la Sorbonne : dès lors, comment les universités en tous genres peuvent-elles être un atout pour mettre en scène et en œuvre autrement les savoirs ? Celui qui a été chargé avec l'agence AUC de prendre de front cette question par la Ville de Paris livre ses conclusions.

GRAND QUARTIER LATIN

À l'heure des grands projets destinés à rendre visible au niveau mondial les universités et les établissements d'enseignement supérieur français, la Ville de Paris a jugé nécessaire de renforcer la visibilité du campus universitaire dans le contexte du Grand Paris, des projets de clusters, et ainsi au niveau européen et mondial. Cependant, malgré son histoire et son poids, le campus de Paris demeure peu connu de l'ensemble des Parisiens et de la communauté universitaire elle-même. Au travers de ses différentes évolutions, l'insertion de l'université dans la Ville demeure inaboutie.

Le projet d'aménagement urbain du Grand Quartier latin, tel que défini par la Ville de Paris, a donc pour ambition de faire progresser la visibilité des universités au sein de la capitale, d'améliorer la qualité de vie des étudiants, des enseignants et des chercheurs, et de fluidifier la circulation (des personnes, des ressources et des idées) entre les différents lieux universitaires. L'ambition est également de développer le sentiment d'appartenance et la notoriété d'une activité importante pour notre pays et notre ville. L'identité de ce campus historique et prestigieux est évidemment un enjeu crucial : dénomination, représentation, forme, éléments symboliques caractéristiques, etc. L'enjeu du projet dépasse de très loin la définition et la mise en œuvre d'une action de communication ou de marketing urbain. Il consiste à offrir aux étudiants, chercheurs et enseignants et, plus généralement au public, des conditions et des services qui traduisent et rendent positive, pour tous, cette appartenance, cette qualité et cette excellence.

L'ouverture de l'université sur la ville et de la ville sur l'université est inscrite dans l'histoire de Paris et de son université historique et emblématique, la Sorbonne. Le Quartier latin est un espace public par excellence. Il est connu dans le monde entier. Il est le produit d'une longue histoire, marquée par différentes périodes, différents épisodes, différents lieux, tous inscrits dans un imaginaire collectif qui déborde largement de celui des Parisiens. Le Quartier latin, c'est la Sorbonne, le pont des Arts, Gibert Jeune, Mai 68, la fontaine Saint-Michel, Sartre et Beauvoir au Flore, Boris Vian dans les caves de Saint-Germain-des-Près, la forteresse de Jussieu, les cinémas d'art et d'essai, le

réseau de librairies propre à ce territoire, des cafés, des façades longues et ennuyeuses derrière lesquelles se barricadent des amphithéâtres surpeuplés et, dehors, la foule des Parisiens, des touristes, des étudiants, des chercheurs, des parlementaires, des jeunes, des vieux, des métropolitains, des clochards, des maisons d'édition, des boulevards et des petites rues, des pentes dures à vélo, le Luxembourg, la Seine, les quais, etc.

Ainsi, réinventer les rapports entre l'espace public et la vie de campus est un objectif inscrit à la fois dans l'histoire de Paris et dans son évolution.

Les universités de Paris sont aujourd'hui plus éparpillées sur le territoire parisien, elles sont aussi au nord de Paris, aux portes de la ville, elles sont dans les

nouveaux quartiers à l'est de la capitale. Aujourd'hui, l'enjeu de l'université dans Paris renvoie également à la définition de son inscription et de son rôle dans l'échelle métropolitaine du Grand Paris. Le savoir, la connaissance, l'innovation n'ont pas de frontières. Les universités et les grandes écoles parisiennes ne sont pas isolées. Elles participent d'un vaste réseau à l'échelle de l'agglomération et de la métropole (Condorcet, Saint-Denis, Nanterre, Cergy-Pontoise, etc.), à l'échelle nationale, européenne et mondiale. La moitié des étudiants parisiens vit en

dehors de Paris, et a une pratique journalière de la métropole parisienne.

À l'heure du Grand Paris, à l'heure où, sur l'aire étendue de notre espace métropolitain, se projettent des clusters, des lieux d'excellence économique, scientifique ou universitaire, il faut résolument réaffirmer le lien indéfectible qui unit le destin de Paris et celui de son université, ou plutôt de ses universités.

La réaffirmation de ce lien doit s'appuyer sur une stratégie ouverte et prospective : il ne peut s'envisager à moyen terme en dehors de l'échelle métropolitaine, de ses idéaux et de ses aspirations. Le Grand Quartier latin

**Le savoir,
la connaissance,
l'innovation
n'ont pas
de frontières.**

> DJAMEL
KLOUCHE,
AGENCE AUC

>>>

est d'abord un projet parisien. C'est aussi, forcément, un projet métropolitain, par nécessité et par intérêt.

SEPT ACTIONS POUR RÉVÉLER LE GRAND QUARTIER LATIN

Après ces premières analyses, nous avons décidé de retenir l'expression « les Universités de Paris » et de faire émerger le label UP pour décrire cette dynamique spatiale et temporelle qui met en synergie la ville et l'université. Cet écart nous permet de sortir d'une vision trop restrictive de la place de l'université dans la ville et de préfigurer dans le même temps l'inscription de l'université dans une échelle métropolitaine. Le label UP permet à la Ville de Paris de répondre à des attentes fortes de la population étudiante, des chercheurs et des enseignants concernant la fluidité et le confort dans la substance urbaine parisienne. Le label proposé peut se décliner, à court et moyen termes, en 7 actions stratégiques relevant de différents registres d'intervention.

1. VISIBILITÉ

Le label UP, à l'image de New York University (NYU), est une marque de reconnaissance de l'ensemble des universités dans le tissu parisien. L'université se donne clairement à voir dans la ville. C'est aussi un label de confiance qui s'adresse aux étudiants, c'est une signature unique qui peut se décliner dans l'espace public, sur les vecteurs de mobilité de prédilection des étudiants (Vélib', métro, bus), signe reconnaissable sur les lieux universitaires. Il constituerait un trait commun entre ce qu'étaient il y a quelques mois les 4 PRES¹ parisiens : ce label doit trouver sa place comme signature de l'université parisienne à côté des signes et logos que prépare chaque université. UP n'est pas exclusif, UP est inclusif.

2. BUREAU DES TEMPS

Les étudiants et les chercheurs ont besoin d'augmenter temporellement et spatialement les espaces qui leur sont dédiés. Les logements étudiants sont exigus, tous les étudiants parisiens et franciliens cherchent à augmenter cette surface par des espaces de travail hors université et hors logement. Aujourd'hui la BPI de Beau-bourg joue ce rôle pour de nombreux étudiants dans Paris. Il nous semble opportun, dans la continuité des réflexions qu'a pu mener la Ville de Paris sur le Bureau des temps, d'élargir l'ouverture des plages horaires de certains équipements parisiens – les bibliothèques par exemple. Nous sommes conscients de la difficulté et de la complexité à mener ce type d'expérience. C'est pourquoi nous avons proposé de conduire ces actions à travers des zones tests expérimentales, l'une au centre de Paris (BPI - CNAM - Gaîté lyrique), l'autre en limite nord de Paris (104 - Porte de Clignancourt).

3. URBANITÉ ET UNIVERSITÉ NUMÉRIQUE

Le campus parisien est un écosystème disséminé dans la métropole. Ses contours et ses champs d'action sont ouverts, hybrides et protéiformes et le numérique en bouleverse les schémas. Au modèle de conception des dispositifs urbains, on peut désormais associer celui d'un urbanisme des phénomènes urbains issus, révélés, déclenchés par les possibles du numérique : informer, révéler, représenter, fluidifier, cartographier, communiquer et aider. Il s'agit donc ici d'urbaniser les deux formes de la ville : la ville réelle et son « envers »

numérique. Le numérique s'insère donc partout, et suit les étudiants pour l'accélération de l'accès à l'information en temps réel.

4. ACCÈS ET ESPACE PUBLIC

Créer une identité urbaine reconnaissable mettra en valeur le campus parisien. Elle passe notamment par l'espace public depuis lequel les étudiants accèdent aux équipements universitaires, se déplacent entre les sites et où ils échangent, étudient, mènent leur vie urbaine. Nous avons préconisé l'utilisation d'une charte d'aménagement très légère, mettant en perspective une urbanité étudiante reconnaissable autour des hauts lieux du Grand Quartier latin.

5. ATTRACTEURS UNIVERSITAIRES HYBRIDES

Lors des assises du conseil étudiant, nous avons pu entendre qu'il y avait un manque cruel de lieux de vie étudiante.

En nous inspirant d'exemples à New York, avec des tiers lieux comme la NYU Open House (un plateau libre avec des prises électriques, le Wi-Fi et une cafétéria bon marché), plus loin encore, à São Paulo, avec le SESC Pompéia Factory de l'architecte brésilienne Lina Bo Bardi, un lieu regroupant théâtre, cinéma, bibliothèques, ateliers artisanaux, piscine, espaces sportifs, ouvert à toute la population, nous avons voulu créer des lieux hybrides pour les étudiants, les jeunes chercheurs et les enseignants. Des lieux dans lesquels ils puissent se réunir, discuter, travailler, partager un café, se mélanger, sans dépenser trop d'argent. Nous parlons ici d'équipements innovants, hybrides, ouverts sur la ville et aussi multigénérationnels, multipublics pour offrir à tous des services et de l'espace.

6. DEUX GRANDS AXES : LE RER B ET LA SEINE

Les territoires proposés dans toute l'étude s'articulent autour de deux axes qui structurent le Grand Quartier latin, aussi bien intra-muros qu'à l'échelle métropolitaine. Ces deux axes sont en quelque sorte le *cardo* et le *decumanus* du Grand Quartier latin. L'un, axe majeur évident, est la ligne de RER B, axe nord-sud articulant des sites existants dans le Quartier latin (Saint-Michel, Luxembourg, Cluny, Port-Royal, Cité Universitaire) et les reliant aux sites des futurs grands projets parisiens (Saint-Denis Cluster de la création, du Campus Condorcet et Chapelle International), et le second, la Seine, espace public parisien par excellence.

7. PARIS AIME ÊTRE UNE VILLE ÉTUDIANTE

Paris veut de plus en plus s'affirmer comme une ville étudiante. Cela pourrait même être un grand vecteur des dynamiques futures de la ville et du Grand Paris. Des événements majeurs sont organisés avec succès tous les ans par la Mairie de Paris – les Nuits blanches, Paris Plage pour ne citer que les majeurs – et de plus en plus d'initiatives se mettent en place pour montrer le renouveau d'un espace public parisien en mutation. Nous pensons que la vie étudiante a elle aussi besoin d'avoir un événement majeur pour se montrer à tous, et fédérer en un grand moment l'attention qu'elle porte aux étudiants. Ce festival serait non seulement un festival du savoir, où des personnalités pourraient venir s'exprimer en public dans les nouveaux lieux du Grand Quartier latin, mais mettraient aussi en valeur le quotidien qui se réinvente aux couleurs de la vie étudiante et se met en place progressivement.

Prises conjointement et mises en œuvre simultanément avec une montée en puissance dans le temps, les 7 actions préconisées mettent en exergue Paris et ses universités dans une dynamique commune de visibilité, de fluidité, de solidarité, de territorialité, de synchronie temporelle, de services augmentés, de présences simultanées, d'hybridité.

DJAMEL KLOUCHE

1. PRES : pôle de recherche et d'enseignement supérieur.

* Cet article est issu d'une étude menée pour le compte de la Ville de Paris sur le Grand Quartier latin, en 2012-2013, par une équipe pluridisciplinaire menée par l'AUC (Djamel Klouche, Caroline Poulin et François Decoster) avec Jean-Pierre Charbonneau, Jean-Louis Frechin (Nodesign), Frédéric Gilli et ENCORE et avec l'aide précieuse d'Olivier Mongin et de Michel Lussault.

« Tous les savoirs », Yves Michaud, qui fut directeur de l'École nationale supérieure des beaux-arts, en sait quelque chose, puisqu'il a fondé et animé durant des années l'Université de tous les savoirs. Celle-ci vient d'achever son long périple : quelles leçons en tirer à l'heure des mooks ? Et comment le Grand Paris peut-il mieux diffuser ses savoirs dans tous les registres qui sont les siens ?

ENSEIGNER TOUS LES SAVOIRS

La question de la diffusion du savoir se pose d'une manière totalement nouvelle depuis l'avènement d'Internet et, surtout, l'augmentation de la bande passante. Si les anciennes générations recherchaient et recherchent encore la rencontre « réelle » avec des conférenciers éminents, ainsi qu'une occupation de loisir du même ordre que la lecture, ce besoin de présence n'a plus cours chez les jeunes générations habituées à tout regarder « en vidéo ». En 2000, lors de la première édition de l'Université de tous les savoirs, on nous demandait rituellement au sortir des conférences « y a-t-il un texte ? ». Aujourd'hui on demande si c'est sur YouTube. Les universités populaires, universités du troisième âge ou du temps libre ont joué un rôle important par le passé, mais il faut dans les nouvelles conditions que nous vivons redéfinir la diffusion du savoir en essayant d'être un peu visionnaire.

La première chose qui importe, c'est de créer un portail des savoirs qui, sous une forme claire, lisible, pédagogique et sans gadgets de programmation, permettrait aux personnes qui le désirent, jeunes comme âgées, de s'orienter dans la profusion de ce qui est aujourd'hui disponible et d'y accéder à travers des liens efficaces. Lors d'une étude réalisée pour le compte de la Ville de Paris en 2004 sur les ressources en matière de conférences à Paris, nous avons été sidérés de découvrir la quantité et la qualité de l'offre – mais aussi sa dispersion et la perte d'efficacité que cela implique. Il y a tellement de lieux et maintenant de sites proposant de la connaissance que la déperdition parmi les utilisateurs est énorme. Un portail des savoirs francophones aurait pour première utilité de servir de porte d'entrée dans cette diversité. On ne peut pas se rendre sur tous les sites intéressants et encore moins répondre à toutes les annonces alléchantes qui sont faites. Un portail qui éditerait l'offre en permettant de s'y orienter et d'accéder au Web dit « profond » est souhaitable. Il relève d'une action publique car on ne voit pas quel intérêt chacun aurait dans son coin à vanter l'offre du voisin. J'ai dit, en fermant l'Université de tous les savoirs, qu'il fallait essayer pour l'avenir de la penser différemment et j'avais précisément en tête un tel projet de portail fédérant les offres.

Pour ce qui est de la rencontre réelle, « en présentiel » selon l'expression désormais consacrée, elle est

importante, mais on ne peut solliciter partout et tout le temps les conférenciers intéressants, et l'idée de multiplier les lieux associatifs s'occupant de savoirs est une fausse bonne idée. On sait que, très vite, ils se transforment en clubs du troisième âge et en lieux de sociabilité fréquentés par une poignée de fidèles. Entre parenthèses, des questions du même ordre devront être posées à propos des bibliothèques et des médiathèques qui sont remises en question par l'irruption du numérique.

En revanche, deux sortes d'initiatives locales et « en présentiel » devraient être encouragées : celles passant par les universités et celles s'adressant aux lycéens.

En Île-de-France, comme dans les autres Régions d'ailleurs, les universités souffrent d'un immense déficit de visibilité et de communication. Elles s'estiment suffisamment anciennes, importantes, prestigieuses et occupées pour ne pas avoir à établir de liens avec leur bassin de population, qui est souvent aussi leur premier bassin de recrutement. Toute université

devrait cependant avoir une politique de conférences publiques s'adressant aux gens ordinaires pour leur faire connaître le travail qui y est accompli, aussi bien dans le domaine de l'enseignement que dans celui de la recherche. On me répondra que c'est souvent le cas. Je rétorquerai que malheureusement on confie trop souvent cette tâche à quelqu'un que l'on met ainsi sur la touche ou qui se découvre sur le tard une vocation pluridisciplinaire alors que cette ouverture sur l'extérieur est capitale et fait partie des missions de service public de l'université. Les universités de Paris et du Grand Paris, surtout après les restructurations et l'établissement de nouvelles communautés, ont à regagner la confiance et même tout simplement la connaissance du public. On connaissait dans le temps la Sorbonne ou Orsay, mais quasiment plus personne aujourd'hui ne sait qui fait quoi ni où. Les universités

Il faut absolument créer des occasions où puissent naître des vocations ou au contraire se dissiper des illusions.

> YVES MICHAUD, PHILOSOPHE, FONDATEUR DE L'UNIVERSITÉ DE TOUS LES SAVOIRS, ACTIVE DE 1999 À 2013

>>>

ont compris l'importance de la communication, mais elles devraient se souvenir que la communication passe aussi par l'établissement de relations suivies avec leur environnement. J'ai été surpris dans les Régions ou en Île-de-France de voir à quel point le public ne connaissait plus ses établissements d'enseignement supérieur, même les plus prestigieux.

Pour ce qui concerne les lycéens – je dis bien les lycéens et pas les collégiens –, il faut, cette fois, apporter chez eux, dans leurs locaux, l'occasion de rencontrer les acteurs de la recherche et du savoir. Lorsque nous ouvrîmes en 2005 une activité de conférences de l'Université de tous les savoirs au lycée, en partenariat avec les Régions, dont la Région Île-de-France, le succès fut immédiat et nous n'avons jamais pu répondre à toute la demande, qui ne cessait de se faire connaître. Il est capital que les jeunes lycéens, à un moment où ils ont une idée très vague de ce qu'ils vont devenir, voire pas d'idée du tout, aient l'occasion de découvrir des domaines de travail et de recherche, des styles de vie intellectuelle et pratique dont ils n'ont aucune idée. Qu'est-ce qu'un lycéen de la grande banlieue parisienne peut savoir de la recherche et de l'activité de chercheur s'il n'a pas dans sa famille quelqu'un travaillant dans ce monde-là ? Qu'est-ce qu'un lycéen peut savoir de la médecine en dehors des clichés de la télévision ou des on-dit de ses proches ? Il faut absolument créer des occasions où puissent naître des vocations ou au contraire se dissiper des illusions. Ici encore, c'est à la puissance publique d'intervenir sous une forme non pas bureaucratique pyramidale, mais par le biais d'agences de taille réduite mettant en relation les demandes des établissements et les ressources intellectuelles disponibles, avec les financements peu coûteux correspondants qui permettent la rencontre. Les établissements scolaires ont des demandes, pas forcément les informations pour les satisfaire et il n'est pas très difficile d'y répondre, à condition d'éviter les circuits administratifs habituels, trop longs et trop lourds. Bien évidemment, comme nous l'avons fait pour l'Université de tous les savoirs au lycée, la mise en ligne des vidéos de ces rencontres permet

“Le savoir n'est jamais un fantôme virtuel !”

COMMENTAIRE

Belle invention que cette Université de tous les savoirs ! Si elle a exprimé la demande des habitants et leur désir encyclopédique, elle s'est peut-être heurtée à ce qui peut devenir une illusion, celle d'une Cité virtuelle du savoir qui se suffirait à elle-même dans les « nuages » (*clouds*) du numérique. Pourtant les flux les plus immatériels passent par des canaux très matériels, mais surtout ils ne peuvent faire l'économie de lieux-dits où émergent des collectifs et des communautés, si provisoires soient-ils. Le savoir n'est jamais un fantôme virtuel ! O. M.

de démultiplier leur effet et d'économiser sur l'organisation : une seule manifestation dans un établissement fait connaître la ressource et génère un important trafic vers les sites de mise en ligne.

Comme on le voit, il n'y a là rien de très compliqué ni même de très neuf, mais la réflexion sur les nouvelles conditions de la diffusion des savoirs permet d'éviter les pièges du fonctionnement à l'ancienne et de ne pas se laisser illusionner non plus par les gadgets technologiques prétendument de demain. Le désir de savoir reste fort mais il faut savoir créer et entretenir la motivation et aussi choisir les canaux de diffusion adéquats.

YVES MICHAUD



Il n'y a pas de ville sans imaginaire et l'imaginaire a des prismes et des ressorts multiples. Celui des habitants qui portent une histoire et une géographie mais aussi des rêves : ceux qu'évoquent ou devraient évoquer les prismes artistiques qui transforment une ville au fil de son histoire. Inlassable défenseur de « la ville artistique » et de « la ville récit », l'auteur en montre toutes les ficelles et tous les ingrédients. Ce sont tous les sens qui sont à l'œuvre dans cette optique et pas uniquement l'œil qui regarde la ville de trop loin.

TOUT TERRITOIRE EST D'ABORD RÊVÉ

De la même façon qu'« on ne peut étudier que ce qu'on a d'abord rêvé », comme le constate Gaston Bachelard dans la *Psychanalyse du feu*, il me semble nécessaire d'imaginer un territoire pour envisager de le réaliser, de lui donner corps. Les technocrates délimitent abstraitement sur une carte une « ville nouvelle » et s'étonnent vingt ou trente ans plus tard qu'elle ne fasse pas « ville » ! Tout territoire résulte, il n'est jamais décidé, donné, imposé. De quoi résulte-t-il ? D'un acte d'amour entre une population et un site. Bien sûr, il y a d'innombrables territoires administratifs qui ne seront jamais intimement vécus, parce qu'ils n'ont jamais été véritablement imaginés et désirés. Une des preuves de cet imaginaire se trouve dans l'incarnation fictionnelle. Une chanson, un poème, un tableau, un film, un roman, une BD, bref une représentation confirme la réalité de qui a été préalablement rêvé. Il faut admettre une inégalité de traitement entre les quartiers, les villes, les bourgs, les paysages, les environnements... La territorialité d'un territoire, tout comme l'habitabilité d'une habitation ou l'humanité d'un humain, n'a rien d'automatique, acquise une fois pour toutes, reconnue par tous et estampillée à jamais ! Les polars nous le confirment, toute ville ne génère pas son « privé » (tel Pepe Carvalho) ou son commissaire Maigret ou Mantalbano. Si Léo Mallet dédie un roman à chaque arrondissement de la capitale, il n'honore pas les communes de la première couronne avec un tel talent...

Marseille acquiert la notoriété polardière avec Jean-Claude Izzo et *Total Khéops*, au point où l'on évoque à présent une « école marseillaise ». Brest et Le Havre ont certes inspiré quelques polars moins bien enlevés, il leur manquait ce *je-ne-sais-quoi* spécifique à un lieu et à ses habitants. L'on confond souvent *image* d'une ville et *identité*.

La tour Eiffel est l'image de Paris dont l'identité, à dire vrai, est toujours *en cours*, jamais figée et définitivement consacrée. Comme l'identité de chaque lectrice et lecteur (il suffit de comparer les photographies de nos passeports successifs pour mesurer l'ampleur du changement, je ne dis pas du désastre !), l'identité d'un territoire – si jamais l'on accepte de lui appliquer cette notion – ne cesse de changer. La

qualité d'un lieu – j'ose même écrire *l'âme* – n'a strictement rien à voir avec le marketing territorial qui comptabilise les musées, les monuments, les labels unescoisés, les campagnes publicitaires, les « événements » (exposition, festival, carnaval, rétrospective...), il s'alimente de la politesse des jardins, de la gratitude des équipements, de la gentillesse des habitants, de cette disponibilité du vivant et des humains qui l'enveloppe de toute son attention

et veille à toujours demeurer une ville ouverte, accueillante, généreuse.

La qualité d'un lieu - j'ose même écrire l'âme - n'a strictement rien à voir avec le marketing territorial.

> THIERRY PAQUOT EST PHILOSOPHE DE L'URBAIN, DIRECTEUR DE L'ESPRIT DES VILLES

C'est cela que slame Grand Corps Malade lorsqu'il poétise sa ville, Saint-Denis. Il n'en établit pas le catalogue des célébrités (et pourtant cette ville en regorge), il opte pour une sorte de déclaration d'amour à « une vieille dame dans laquelle j'ai grandi », c'est sa capitale à lui, sa ville natale, autant dire ses souvenirs, ses souffrances et ses joies, ses possibles et ses folies secrètes. Il en va de même de l'Aubervilliers de Didier Daeninckx, du Cergy-Pontoise

d'Annie Ernaux. Néanmoins les technocrates-décideurs parlent de *clusters*, comme autant d'unités territoriales qui vibreraient des tensions joyeuses de leurs composants ? J'en doute. Un découpage imposé d'en haut ignore l'incroyable subtilité des délimitations, souvent précaires et ténues, d'en bas. Une limite, comme nous le rappelle Martin Heidegger (« Bâtir Habiter Penser », 1951, repris dans *Essais et conférences*, 1958), n'est pas là où quelque chose s'arrête mais là où quelque chose commence.

Qu'est-ce qui commence là ? Ce qui commence là relève du rêve, de la fiction, du récit. C'est avant tout une histoire racontée qui traduit un territoire potentiel et se traduit à partir de lui. L'affaire n'est pas simple et il ne suffit pas d'affirmer péremptoirement que « tel quartier » existe pour que cela soit une réalité, c'est-à-dire ce mixte étonnant d'un



réel et d'un imaginaire... En 2013, l'on dénombre 329 films tournés, et soutenus, par la Région (Île-de-France, n° 46). Sont-ils représentatifs d'une « francilieneté » ? Je laisse de côté l'opportunité du financement régional pour ne retenir que le paysage urbain utilisé comme décor. Contribue-t-il à magnifier un territoire ? L'on entend parler de « cinéma de banlieue », cependant il s'agit souvent de cinéma d'entre deux âges (l'adolescence) dont les intrigues se déroulent dans un entre-deux villes (les banlieues parisiennes, avec ou sans Paris, du reste). Aucun ne rend compte d'un des départements de la Région (91, 92, 93, 94, 95, 77 et 78), car aucun ne possède une assez longue histoire qui l'aurait non seulement façonnée mais qui en légitimerait les contours.

Sans compter que les personnages circulent d'une ville à une autre sans se soucier des « frontières » départementales... La géographie affective des personnages de ces films assemble des territoires réels et virtuels sans continuité obligée. La situation est la même côté littérature où les jeunes romanciers Zahwa Djennad (*Tabou, confessions d'un jeune de banlieue*, 2014), Faïza Guène (*Kiffe kiffe demain*, 2003), Khalid el-Bahji (*La Nuit des étoiles*, 2013), Dali Misha Touré (*Les Bleus de l'âme*, 2011) ou encore Rachid Santaki (*La Petite Cité dans la prairie*, 2008 et *Business dans la cité*, 2014), ne revendiquent

“L'utopie est à l'ordre du jour urbain... du Grand Paris”

COMMENTAIRE

Traverser les pratiques culturelles comme y invite Paquot, saluer les initiatives, fêter les pratiques les moins glorieuses, ne pas se cacher derrière les institutions, voilà ce qui permet à la ville de retrouver cette dimension utopique qui l'a toujours accompagné. S'il ne faut pas choisir entre Babel et la ville de nos rêves, l'utopie n'en est pas moins indispensable et donc à l'ordre du jour urbain... du Grand Paris. o. m.

aucun ancrage local, pas plus du reste qu'une quelconque appartenance à une culture *beure* ou *black*. Ce sont des écrivains urbains dont le véritable pays se nomme « écriture ». Ces créateurs rêvent la territorialité de leurs désirs, en cela ils la font advenir.

THIERRY PAQUOT



Ayant signé un contrat de développement territorial avec l'État en janvier 2014, Plaine Commune (communauté d'agglomération de 400 000 habitants) veut faire de la culture le ressort de son développement urbain. D'emblée on pressent que cultures et savoirs sont entendus dans les actions mises en valeur à tous les niveaux possibles, qu'on entrelace l'artistique avec l'art de vider les poubelles et de respecter la rue.

PLAINE COMMUNE

Plaine Commune, plus grande communauté d'agglomération francilienne réunissant neuf villes et 404 000 habitants, a été identifiée comme *territoire de la culture et de la création*, pôle de développement stratégique du Grand Paris. Depuis la signature de son contrat de développement territorial (CDT) avec l'État le 22 janvier 2014, la communauté d'agglomération porte l'ambition de faire de la culture et de la création le fil rouge de son projet de développement urbain. Comment concrétiser cet objectif ?

L'identification du *territoire de la culture et de la création*

Le tissu culturel et patrimonial de Plaine Commune est foisonnant, constitué d'une diversité d'équipements, d'événements et d'acteurs culturels locaux et accompagné par des villes aux politiques culturelles partenariales. L'innovation créative y est aussi portée par des collectifs d'artistes, associations culturelles et entrepreneurs créatifs qui ont réinvesti des espaces parfois délaissés. Certaines de ces aventures culturelles, tel le 6B à Saint-Denis, rayonnent désormais à l'échelle métropolitaine.

Initialement, le projet de développement d'un pôle stratégique dans le Grand Paris était centré sur un cluster des industries culturelles, l'intensification du pôle tertiaire de Pleyel-La Plaine Saint-Denis. La communauté d'agglomération a préféré considérer le développement de l'ensemble de son territoire, au-delà de la frange en périphérie nord-parisienne. Initiative originale, Plaine Commune a fait appel à l'artiste Nicolas Frize pour contribuer à l'élaboration de son projet. Depuis 2012, la mission Nuage de Nicolas Frize et Marie-Pierre Bouchaud va à la rencontre des artistes, acteurs culturels, élus et administrations des villes et de l'agglomération. Elle porte l'idée que la culture pose un regard différent sur les enjeux de mobilité, d'habitat ou de travail et nourrit la réflexion territoriale. Les directeurs culturels des villes ont aussi pris l'initiative de contribuer à l'élaboration du CDT en pointant les priorités en termes de développement culturel du territoire.

Issue de cette réflexion partagée, la dénomination *territoire de la culture et de la création* vise alors à s'appuyer sur les atouts culturels et créatifs du terri-

toire pour un développement urbain plus équilibré, répondant à des enjeux d'attractivité métropolitaine mais aussi de cohésion locale.

Culture et création, vecteurs d'un développement urbain équilibré

Miser sur la culture et la création répond à plusieurs enjeux pour Plaine Commune :

- encourager la participation citoyenne à la construction de la ville et l'appropriation des espaces publics par les habitants, dans une optique de cohésion sociale ;
- favoriser la formation, l'emploi et le développement économique dans le champ de la création et de l'innovation ;
- mettre en synergie les acteurs culturels, urbains, économiques et universitaires autour du projet territorial ;
- affirmer l'ambition créative de l'agglomération et ainsi donner une image plus juste du territoire et plus largement des périphéries urbaines.

À cette fin et par le biais du CDT, Plaine Commune expérimente une démarche originale : interroger ses politiques

publiques à l'aune d'une dimension culturelle. Il ne s'agit pas de transférer de nouvelles compétences culturelles à l'agglomération : excepté le réseau des médiathèques, celles-ci restent du ressort des villes. L'optique est plutôt d'intégrer un volet culturel et artistique aux projets relevant des compétences communautaires – à savoir le développement urbain (aménagement, habitat, rénovation urbaine), le développement économique, les services techniques (voirie, eau et assainissement, espaces verts, etc.).

Une dynamique partenariale est à créer : elle doit mobiliser les villes, les autres partenaires publics (État, Région, département...), les aménageurs, promoteurs et bailleurs, les entreprises implantées sur le territoire. Plaine Commune est aujourd'hui au stade de l'expérimentation – elle identifie des projets pertinents pour y

Le défi majeur pour Plaine Commune est de systématiser sa démarche territoire de la culture et de la création.

> LÉA FINOT,
ÉTUDIANTE
EN MASTER
DIRECTION
DE PROJETS
CULTURELS
À SCIENCES PO
GRENOBLE



intégrer un volet culturel. Par exemple, dans les projets d'aménagement, l'investissement de friches pour des projets culturels transitoires, le traitement artistique de matériaux de chantier ou la commande d'œuvres dans l'espace public visent à faciliter la compréhension des projets urbains par les habitants, à valoriser le cadre de vie et l'art dans la ville. Des collectifs d'artistes, architectes ou designers se mobilisent sur des projets participatifs à la croisée de l'artistique et de l'urbain : Bellastock à L'Île-Saint-Denis, Cochenko à Saint-Denis, Stefan Shankland (HQAC - Haute Qualité artistique et culturelle) à Aubervilliers, le groupe LAPS à Pierrefitte-sur-Seine et Villeteuse.

Une méthodologie de travail collaborative se construit entre les services de l'agglomération concernés, les directions culturelles des villes et les partenaires identifiés (bailleurs, promoteurs ou aménageurs).

Quand la culture vient bousculer le projet urbain : l'expérience du 6B

Le 6B, lieu de création et de diffusion à Saint-Denis, propose une expérience pour réfléchir au développement urbain et culturel de la métropole. Ce projet culturel transitoire a fait bouger les lignes d'un projet urbain. L'association le 6B et le groupe Brémond, aménageur d'un quartier de Saint-Denis, ont collaboré pour ouvrir une pépinière destinée à des artistes et des créatifs. Le 6B, installé dans un immeuble de bureaux désaffecté, a initialement été pensé comme un projet transitoire, répondant à un besoin d'espaces de travail créatif et au souci de l'aménageur de sécuriser et d'animer le secteur. Le succès du projet influe alors sur le projet d'aménagement du quartier. Le 6B est maintenu : l'association accueille aujourd'hui 160 résidents du champ culturel et créatif, propose des bureaux privatifs mais aussi des espaces de production, d'exposition et de convivialité et organise des événements culturels et festifs ouverts à tous. L'aménageur privé s'intéresse désormais à la création d'un parcours d'œuvres d'art dans les espaces publics du quartier. Des opérations d'aménagement environnantes intègrent l'art dans la ville à leur programmation. Plaine Commune vient

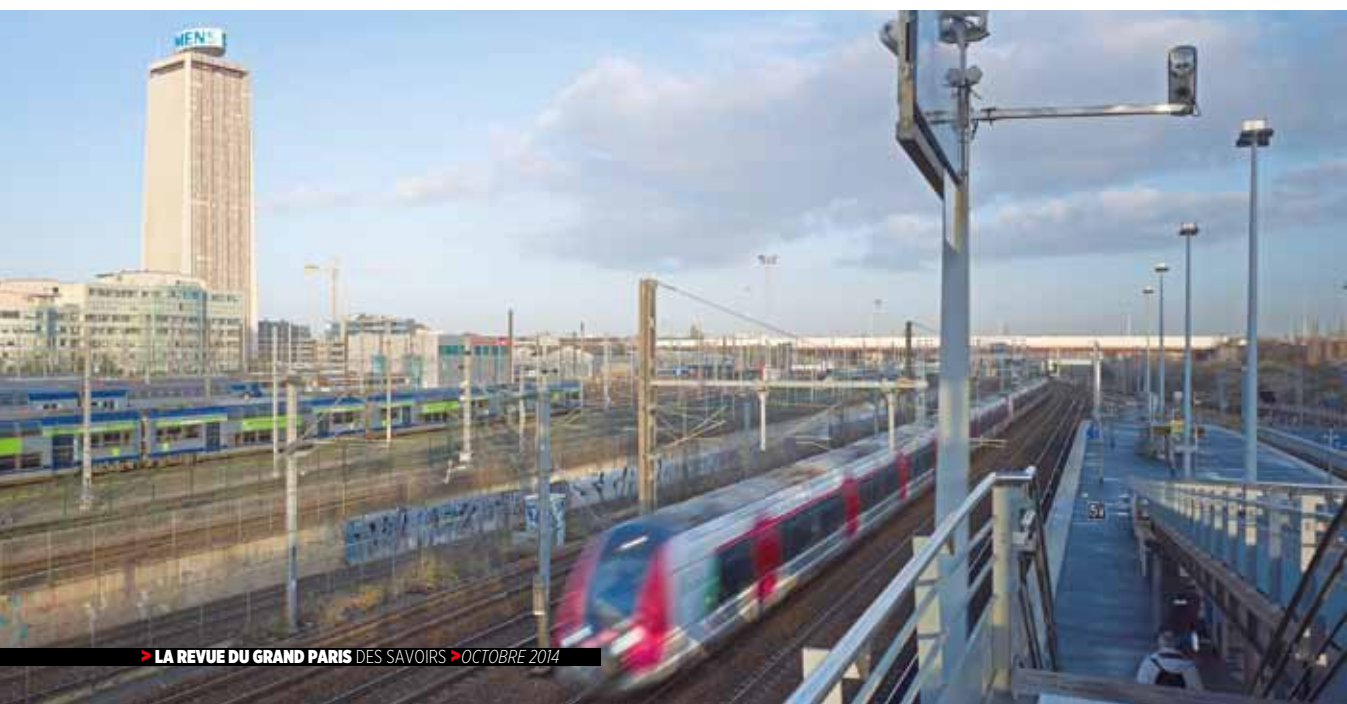
“L'enclavement peut et doit être levé”

COMMENTAIRE

Plaine Commune est un territoire de la culture et de la création qui ruse et joue intelligemment et humainement avec toutes les variantes de la quotidienneté des habitants, bien loin de l'idée que seules les grandes œuvres assurent la consécration. Mais peut-on alors imaginer que ce territoire ne soit plus considéré comme périphérique et s'ancre dans une ville-centre qui n'a aucune raison de se passer de lui ? L'axe historique qui relie la cathédrale de Saint-Denis à la tour Saint-Jacques montre que l'enclavement peut et doit être levé. O. M.

d'installer son Atelier au 6B : ce lieu ouvert doit faciliter la co-construction et l'appropriation du projet territorial. Une dynamique créative émerge. Aujourd'hui le défi majeur pour Plaine Commune est de systématiser sa démarche *territoire de la culture et de la création*, d'accentuer son appropriation locale et de consolider la dimension culturelle et co-construite de ses politiques publiques. C'est en donnant à voir un modèle de gouvernance innovant que Plaine Commune peut peser dans la construction métropolitaine.

LÉA FINOT



Paris vu par..., la nouvelle vague aimait errer dans Paris... Il y eut aussi le Paris dépressif de *L'homme qui dort* de Georges Perec et *L'Homme blessé* de Patrice Chéreau. À l'homme urbain livré à ses dérives dans les rues et les passages succède une vie métropolitaine qui se passe essentiellement dans les connexions, dans les gares (Claire Simon) ou dans les aéroports (Pascale Ferran et Jim Jarmush). Les savoirs du Grand Paris passent aussi par ces changements de cap des caméras.

SALETÉ DE PARIS, SALETÉ ! *

Le cinéma français s'est beaucoup préoccupé de Paris. Point de vue jacobin ? Certainement : *inventé* à Lyon, le cinéma ne *naît* véritablement que lors des projections du Grand Café de l'Opéra, boulevard des Capucines à Paris. Malgré des efforts notables de décentralisation dans les années 1970, avec par exemple, les ateliers de René Allio à Marseille, les industries du cinéma campent à Paris et dans sa banlieue, studios à Boulogne ou en Plaine Saint-Denis par exemple.

Mais ce n'est pas tout : au cinéma, le paysage parisien est omniprésent et pas seulement pour des raisons de disponibilité de studios ou de décors réels. Du coup, l'on pourrait construire une vraie réflexion à travers l'observation des représentations de la capitale depuis les années 1895.

Nous ne ferons pourtant ici que proposer quelques éléments piqués dans la chronologie de ces cent vingt ans passés, et ce juste pour donner, grâce à ces prélèvements ponctuels, une idée de comment l'on passe d'une représentation majoritairement centrée sur Paris à un élargissement à la banlieue puis à l'arrivée d'un paysage périurbain indistinct qui prélude au Grand Paris. Au moment où la nouvelle vague s'attaque en 1964 à filmer *Paris vu par...*, le cinéma français montrait surtout la capitale comme un réservoir de décors qui auraient pu être dessinés par Trauner, construits dans les studios Pathé de la rue Francœur et qui l'étaient la plupart du temps ; il n'est que de penser au réalisme poétique des années 1940 pour s'en convaincre. La nouvelle vague, elle, s'est ancrée dans le Paris contemporain, à la fois pour des raisons de production (décors réels moins coûteux), esthétiques (cinéastes amoureux de la capitale), et générationnels (Paris propice aux plaisirs de la jeunesse plus ou moins estudiantine et à la cinéphilie ancrée dans le Quartier latin, là où la représentation du prolétariat entraîne davantage vers la banlieue ou la province).

LE CAS ROHMER

Prenons Rohmer : en 1959, pour son premier long-métrage, il filme un Paris étonnant, à la fois désert et hostile, un Paris où, lorsque l'on n'a pas assez d'argent pour se payer un ticket de métro, l'on peut encore parcourir à pied la distance qui sépare le centre

d'une banlieue pavillonnaire. À front renversé de ce premier long-métrage très réaliste, tout au long de sa filmographie, Rohmer n'aura pas hésité devant l'artifice : ainsi, pour le représenter au XVIII^e siècle, Paris peut-il être reconstruit en décors peints et palette numérique dans *L'Anglaise et le Duc* (2000). Mais Rohmer peut à la fois jouer l'artifice et dans le même temps procéder avec une méticulosité documentaire : dans *Paris vu par...*, avec une précision digne des

Au cinéma, le paysage parisien est omniprésent, et pas seulement pour des raisons de disponibilité de studios ou de décors réels.

> CAROLE DESBARATS,
DIRECTRICE DE LA COMMUNICATION ET DE LA DIFFUSION DES SAVOIRS À L'ÉCOLE NORMALE SUPÉRIEURE. ANCIENNE DIRECTRICE DES ÉTUDES À LA FEMIS. VICE-PRÉSIDENTE DE L'ASSOCIATION LES ENFANTS DU CINÉMA

opérateurs des Frères Lumière, il se livre à un relevé descriptif et commenté de la topographie et des chantiers de la place de l'Étoile pendant que le général de Gaulle remonte les Champs-Élysées en voiture. Tout au long de sa filmographie, Rohmer aura construit des fictions sur les allers et retours entre Paris et la Province comme on osait la nommer à l'époque : vers Le Mans dans *Le Beau Mariage*, vers la côte ouest dans *Le Rayon vert*, vers Granville dans *Pauline à la plage...* Dans ce dernier cas, on arrive de Paris pour les vacances et, au dernier plan, symétrique du premier, on

y retourne : il n'est de bon bec que de Paris. Ou, comme le dit Arielle Dombasle dans *L'Arbre, le Maire et la Médiathèque* (1992), « C'est Paris qui compte ». Bien sûr, s'agissant d'un cinéaste comme Rohmer, il faut penser Paris comme une architecture, certes, mais aussi comme un *esprit*. C'est bien ce qui, malgré ses dénégations, manque au jeune loup socialiste maire de Saint-Juire dans *L'Arbre, le Maire et la Médiathèque*, film dont le plan d'ouverture est sur le clocher... de Saint-Germain-des-Prés. Par ailleurs, il arrive que ce cinéaste éminemment français qu'est Rohmer (donc de la province aussi, on se souvient du Clermont-Ferrand de *Ma nuit chez Maud*), que ce réalisateur donc, qui savait sentir le pouls de son époque, filme en banlieue bien avant la vogue des films de banlieue – pauvre, il est vrai – de la fin des années 1990 : en 1983, *Les Nuits de la pleine lune* sont rythmées par les



allers-retours entre la ville – nouvelle à l'époque – de Marne-la-Vallée et la confortable rue Poncelet dans le 17^e arrondissement, l'éloignement constituant le carburant narratif d'un récit où les amours ne sauraient survivre aux va-et-vient d'une héroïne qui ne sait se décider entre les deux habitats. Mais c'était là l'époque où la frontière entre Paris et sa banlieue aurait encore pu se dessiner nettement sur une carte.

Aujourd'hui que le périurbain a grignoté contours et délimitations, que de nouvelles villes ont poussé dans la périphérie, le rapport à Paris se fait différent.

PLACE AUX JEUNES...

Dans les années 1990, une partie des jeunes réalisateurs français se tourne vers ce que l'on nomme dorénavant « les Régions » : Guédigian filme Marseille, ou plutôt l'Estaque, Xavier Beauvois, Bruno Dumont, le Nord. Dans le même temps, à la fin des années 1990, les films dits « de banlieue » fleurissent : ils s'intéressent à des personnages qui vivent en banlieue est et les représentent dans un milieu *naturel* qui n'est plus Paris mais des zones qualifiées de « défavorisées ». On y filme comment les cités vont implorer (*La Haine* de Mathieu Kassovitz, 1995, *Ma 6-té va craquer* de Richet, 1997), ou bien comment l'on y vit, plus ou moins bien, (*Douce France* de Malik Chibane, 1995) mais en présentant l'espace de la banlieue comme radicalement séparé de celui de Paris.

Dans les années 2000, au fur et à mesure que les territoires se mitent, que l'habitat urbain déborde sur une campagne qui n'en est plus une, que les banlieues se

mêlent les unes aux autres, que les Halles sont un des plus importants échangeurs d'Europe et que le cinéma UGC qui s'y trouve devient le plus grand cinéma de banlieue le week-end, on voit arriver des films dans lesquels les mouvements pendulaires sont moins attendus : après les films de banlieue sans aller-retour à Paris, on s'aperçoit qu'au début de la deuxième décennie de ce siècle, des récits sont construits dans le sens Paris-banlieue, reposant sur une aspiration de personnages plus ou moins bourgeois vers la banlieue, et pas celle de Neuilly !

Dans *Alyah* (2011), Elie Wajeman décrit l'incursion d'un petit-bourgeois en banlieue pour chercher la dope qu'il va revendre, et ce voyage presque initiatique vers l'altérité (les dealers, le monde des cités et des jeunes musulmans) est une sorte de prémisse à l'alyah du héros vers Israël. La banlieue comme antichambre du départ vers l'ailleurs ?

PARIS CHRÉTIEN, BANLIEUE D'ISLAM

En 2009, *Hadewitch* de Bruno Dumont donne à voir une jeune bourgeoise des beaux quartiers de Paris (elle habite quai d'Anjou sur l'île Saint-Louis) partir à califourchon sur un scooter vers une banlieue où elle trouvera comment investir l'exaltation dont une sage moniale s'était méfiée : au début du film, l'héroïne a été chassée d'un couvent avant de pouvoir prononcer ses vœux, la supérieure ayant décelé en son exaltation mystique un excès autocentré et dangereux. La jeune fille est alors recrutée par un islamiste radical. Les allées et venues entre banlieue et 4^e arrondissement métaphorisent visuellement un trait d'union entre deux formes de fanatisme et de radicalisation religieuses : l'héroïne bascule d'une exaltation à une autre, du catholicisme à l'islam, seules les conséquences de ses excès changent. La moniale ne s'était pas trompée, même si la foi catholique ne propose pas en 2009 d'action terroriste.

En fait, ces dernières années, la banlieue n'est plus donnée comme l'*Ultima Thulé* séparée de Paris par un océan infranchissable, sauf peut-être pour les péronnelles de *Tout ce qui brille* (2010) – mais qui finissent par

Gare du Nord

> CLAIRE SIMON - RÉALISATRICE

La gare du Nord où arrivent et partent du cœur de Paris des trains internationaux, nationaux, des RER et des métros, vaste lieu de vie où se croisent plus de 550 000 personnes par jour dont 400 000 en transit vers la banlieue.



passer le périphérique et venir s'amuser à Paris dans la sortie de Mirman et Nakache. Plus que le contrepoint, elle devient l'espace complémentaire intriqué à la ville et que l'on ne saurait plus ignorer.

En ce sens, l'intuition de Claire Simon qui plante sa caméra dans un espace ferroviaire est forte : dans une démarche tout à fait contemporaine, elle filme la première gare d'Europe en trafic, la seconde du monde en nombre de voyageurs, la gare du Nord où arrivent et partent du cœur de Paris des trains internationaux, nationaux, des RER et des métros, vaste lieu de vie où se croisent plus de 550 000 personnes par jour dont 400 000 en transit vers la banlieue. Ce qui est passionnant est que, pour être en phase avec la complexité, la densité de ce trafic qui irrigue la ville, la région, le pays, l'Europe du Nord, elle produit trois œuvres, l'une faisant appel à la technique documentaire (*Géographie humaine*), l'autre à celle de la fiction (le long-métrage si émouvant, *Gare du Nord*) puis une troisième sur Internet, un webdoc interactif : *garedunord.net-une topographie émotive*. Mêmes images, mêmes lieux, diversité des points de vue pour un corpus en triptyque. Qui plus est, la dénomination technique d'un webdoc est *cross media*.

En cinéma aussi les frontières deviennent poreuses, documentaire et fiction s'interpénètrent, et, comme pour le Grand Paris, on sent moins la nécessité de tracer une ligne de démarcation.

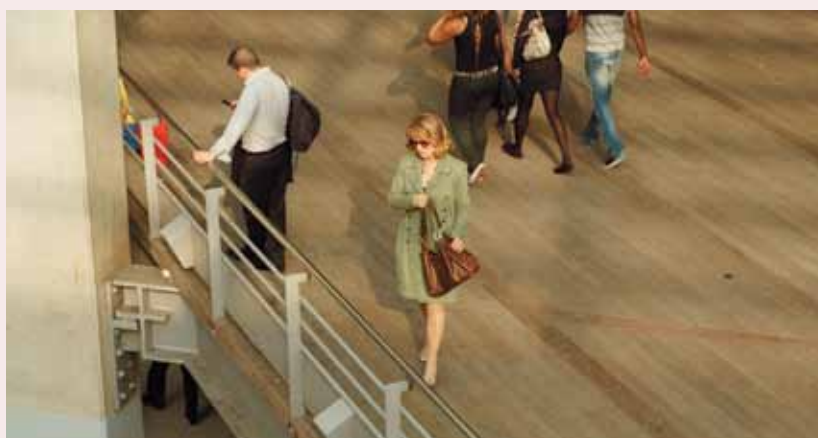
CAROLE DESBARATS

*(*Le Signe du lion*, Éric Rohmer, 1959)

“La ville c'est du « propre » mais aussi de l'impropre”

COMMENTAIRE

Les villes n'en finissent pas de raconter des histoires où le vrai et le faux s'entremêlent comme le documentaire et la fiction. Des histoires de gens qui, si prisonniers soient-ils de leur espace, veulent bouger et faire bouger les autres. Histoire de s'en sortir. C'est ce que montre un film culte comme *Drive*. Si les images de cinéma changent, elles continuent à véhiculer cette volonté de ne pas céder à l'intériorisation de la ville, à l'enfermement dans le privé. On n'est jamais aussi bien que lorsque l'on peut s'aventurer au dehors. La ville c'est du « propre » mais aussi de l'impropre. C'est pourquoi la ville aime tant les arts qui viennent la séduire et la métamorphoser. O. M.



Le Grand Paris, c'est la capacité d'outrepasser des limites qui enferment et ghettoisent des populations dans des cités. Qu'en va-t-il alors des projets de rénovation urbaine qui ont pour but d'accorder les périphéries entre elles et celles-ci avec des centres qui se démultiplient ? Reste que mieux associer les gens de périphérie à la ville centre, c'est favoriser un va-et-vient dans les deux sens. Il faut passer par les gens (*people*) et ne pas se plier à la seule pression des territoires (*place*).

ENTRE CENTRE ET PÉRIPHÉRIES, AVAN

Ya-t-il un problème particulier des cités sociales dans la région parisienne ? Un problème qui distinguerait sur ce sujet la métropole nationale des métropoles régionales comme Strasbourg, Lyon ou Bordeaux ?

Dans ces dernières, la difficulté tient aux défauts constitutifs des grands ensembles : l'uniformité des constructions incompatible avec la mixité sociale, leur enclavement à la marge de la ville qui produit un effet de repli de séparation avec celle-ci. C'est pourquoi la rénovation urbaine et son association avec les programmes de tramway ont pu apparaître comme une étape nécessaire pour la résolution de ce problème des cités. Non qu'elle puisse y suffire comme certains l'ont rêvé. Mais en restituant une conformité urbaine à ces quartiers et en les désenclavant, ils permettent de traiter les problèmes sociaux des habitants de ces cités sans que les moyens apportés à cette fin se trouvent annihilés par la séparation physique de la cité et la ville (dernier en date du jour : le tramway de Besançon, qui inscrit dans la ville les quartiers de Planoise et de Chalezeule situés à ses périphéries est et ouest).

Quand on visite les communes de la seconde et de la troisième couronne de la Seine-Saint-Denis ou du Val-d'Oise, le problème des cités apparaît sensiblement plus compliqué. Pour deux raisons. D'abord parce que ces communes se trouvent composées non pas d'une ou deux cités mais d'un patchwork de quartiers d'habitat social sans aucune espèce de continuité entre eux et plus ou moins proches de lotissements pavillonnaires. Ensuite parce que le rapport avec la ville-métropole, si éloignée soit-elle, paraît trop déterminant pour permettre qu'un lien effectif s'établisse entre les quartiers de chaque commune, mais aussi trop lointain pour fournir à leurs habitants un principe de rattachement effectif, un sentiment d'appartenance. De sorte que le problème des cités dans la région parisienne paraît sensiblement plus compliqué que dans les villes régionales. Elles sont trop multiples et séparées pour qu'une rénovation suffise à leur conférer un caractère urbain, pour qu'elles puissent s'inscrire dans une ville qui n'existe pas. Elles sont déjà trop connectées avec un centre trop lointain pour qu'une nouvelle voie de circulation comme celle du Grand Paris change la donne à cet égard et les inscrive enfin dans la métropole.

C'est cette particularité du problème des cités dans le Grand Paris que l'on voudrait illustrer en décrivant un exemple de commune du Val-d'Oise. En décrivant l'agrégat inconstitué de quartiers désunis qui compose beaucoup de communes à l'est et au nord de Paris, il s'agit d'introduire à une réflexion sur les solutions à apporter à ces difficultés particulières. La visite commence à la gare du RER C, située à dix-huit kilomètres de Paris et à laquelle on arrive en à peine vingt minutes de trajet depuis la station Châtelet-Les Halles, au cœur de Paris. Soit un temps sensiblement plus court que celui qu'il nous faut pour aller de cette gare située

à l'extrémité est de la commune jusqu'à sa mairie, située, elle, à son extrémité ouest. Le trajet entre ces deux points nous fait traverser des quartiers si différents par leur conformité, leur date et leur mode de construction, si séparés par de vastes étendues, qu'ils semblent chacun constituer une entité propre, fermée sur elle-même.

À peine s'est-on éloigné des deux petites rues commerçantes des abords de la gare qu'on longe un ensemble de barres parmi les plus anciennes du genre puisque leur construction remonte à la fin des années 1950. Ce quartier a été édifié à

proximité d'un vaste lotissement pavillonnaire encore plus ancien puisque datant des années 1930. Entre ces deux quartiers, aucune figure d'urbanisme n'est venue tramer un quelconque lien qui donnerait à penser que leurs habitants ont quelque chose en commun. Et c'est là chose ordinaire dans cette banlieue populaire de la région parisienne, où l'on assiste presque partout à cette juxtaposition de l'habitat social et du pavillonnaire sans aucune espèce de lien entre eux.

Puis l'on parcourt une longue étendue non construite, occupée seulement par une abondance de grands pylônes soutenant des lignes électriques à haute tension. Ces lignes traversent la commune du sud au nord et partagent, pour le coup, son espace en deux parties

Les cités sont trop multiples et séparées pour qu'une rénovation suffise à leur conférer un caractère urbain.

> JACQUES DONZELOT, DIRECTEUR DE LA COLLECTION « LA VILLE EN DÉBAT » AUX PUF

“Ville à trois vitesses, métropole à trois mouvements...”

COMMENTAIRE

Si le sociologue se penche sur les divisions, les fragmentations, les inégalités territoriales, s’il souligne ce qui enferme et enclave, il ouvre aussi les perspectives. Ainsi Donzelot, qui a inauguré une réflexion sur « la ville à trois vitesses », ouvre aujourd’hui des pistes sur la mise en mouvement de la métropole en voie de constitution : à celui qui va de la campagne à la ville, il ajoute celui qui va désormais « de la ville à la campagne », et surtout celui qui va, à travers hubs et connexions, « de la ville à la ville ». Ville à trois vitesses, métropole à trois mouvements... la mobilité est bien le moteur. O. M.

CÉES OU REcul ?

qu’aucune construction ne peut venir combler. De l’autre côté de cet espace réservé, on découvre un autre quartier de barres, sensiblement différent du précédent car les bâtiments y sont mieux espacés et l’on aperçoit, çà et là, des équipements et des commerces qui lui confèrent une apparence plus accueillante. Il s’agit d’un quartier qui date, lui, de la fin des années 1960.



Un peu plus au sud de ce quartier, on aborde un troisième ensemble d’habitat social fait, celui-ci, non plus de barres mais de plots. D’une construction à l’évidence plus récente, les années 1970, ce quartier paraît plus fermé au regard, ne permettant aucunement au passant d’en deviner la trame.

Dans son prolongement, on trouve encore un groupe de barres de fabrication ancienne. Il s’agit, cette fois, d’une copropriété, visiblement en mauvais état comme tant d’autres groupes de logements sociaux ayant ce statut. Enfin, on arrive au « village » en passant de l’autre côté de l’avenue qui longe ces immeubles. C’est là que se

trouvent la mairie mais aussi une grande église, quelques commerces et des maisons particulières. Bref, le noyau historique de la commune.

Il faut faire un tel slalom entre les divers lieux composant cette commune pour comprendre à quel point celle-ci n’est pas une ville, tant elle se trouve constituée de quartiers disparates qu’aucune trame urbaine ne relie clairement. La centralité pratique, celle des commerces et de la gare, se trouve à l’opposé de la centralité symbolique, celle de la mairie et de l’église, monument historique. Entre les deux, les quartiers se dispersent plus qu’ils ne s’agrègent à l’une ou à l’autre. Ils sont, de surcroît, séparés par cette vaste étendue déserte occupée seulement par les pylônes géants en surface, les gazoducs en sous-sol, tandis que descend du ciel le bruit des avions en partance ou en arrivée de l’aéroport situé à faible distance.



Les séparations sociales font écho à cette dispersion physique. Les jeunes de chaque quartier se rendent plus facilement à Paris par le RER qu'ils ne vont dans un autre quartier de la commune. Comme si chacun de ceux-ci constituait un village en guerre plus ou moins déclarée avec les villages voisins. Ils éprouvent une véritable crainte à l'idée de s'aventurer dans un quartier voisin du leur. Le « patriotisme de quartier » est si fort que même les principaux des collèges (il y a trois collèges) s'y sentent, nous disent-ils, comme des intrus. Si l'un d'eux se permet de signaler à un élève qu'il est en retard, celui-ci n'hésite pas à lui répondre qu'il était dans le quartier avant lui. Et cette fermeture se répercute sur le corps enseignant qui fuit, lui aussi, aussi vite que possible ces lieux où leur légitimité paraît si problématique. Chaque année, un tiers de nouveaux professeurs arrive dans ces collèges. « Ils font leurs cinq ans pour avoir leur mutation », nous dit-on.

Emblématique de la question des cités dans la région parisienne, la disposition des quartiers de cette commune permet bien de voir qu'il ne suffit pas de mieux les connecter avec la ville-métropole pour résoudre leurs difficultés puisque c'est cette relation elle-même qui constitue la difficulté particulière du problème. Tant elle complique celui-ci par son caractère à la fois trop proche et trop lointain. Trop proche dans la mesure où son attraction empêche la constitution de véritables villes propres à réunir leurs habitants en dehors du seul quartier qu'ils habitent. Aussi ces communes sont-elles vécues plus comme des lieux de transit que ceux d'une installation propice à leur intégration. Trop lointain puisqu'on s'y rend, les jeunes du moins, sans trop savoir quoi y faire, sinon contempler la vitalité de la vraie ville dont on se trouve exclu et s'y

livrer à des activités furtives, souvent illégales comme le flashmob qui leur est associé. C'est seulement en prenant en compte ce double problème que l'on peut avancer dans la résolution de la question des cités sociales proches d'une grande métropole.

S'agissant du premier aspect, cette conformation des communes à des patchworks de quartiers d'habitat social, la solution nécessite non pas une politique de « la » ville, ce mélange réglé de rénovation urbaine et de vie associative, mais une véritable politique « de » ville. Faire vivre les quartiers a moins d'importance que les relier pour former, au niveau de la commune ou de l'intercommunalité, des entités consistantes. Tant par la construction d'espaces publics explicitement dédiés au mélange des habitants de ces quartiers trop séparés, que par la mise en place de structures participatives dépassant précisément le registre des conseils de quartier ou des conseils citoyens annoncés, qui ne seront que le nouveau nom des précédents. Car il importe de créer une vie collective à une échelle plus large que celle de ces quartiers-villages trop fermés sur eux-mêmes.

Quant à la lutte contre la coupure sociale avec la ville-métropole, qui persiste malgré des connexions physiques parfois très rapides, elle nécessite justement l'installation de connexions sociales entre les habitants des cités et les équipements de prestige qu'ils ne vivent pas comme accessibles pour eux. Il ne suffit pas d'extirper des cités quelques élèves méritants comme on le fait, en France, avec un programme intitulé « Les Cordées de la réussite ».

Dans les quartiers pauvres du Grand Londres, les Anglais ont mis en place un programme plus dynamique, intitulé *Aimhigher*. Il repose sur des partenariats méthodiques institués entre les écoles primaires, les collèges, les lycées, les universités et les communes. Le but étant de donner à voir concrètement aux élèves la multiplicité des parcours qui leur sont accessibles, d'élever les aspirations des jeunes des cités à travers des séjours d'immersion dans des universités ou des visites que les étudiants, les professeurs de celles-ci, des gens ayant réussi ces parcours prestigieux, viennent faire régulièrement dans les collèges et les lycées. Cela encourage les enseignants de ces collèges à ne plus se vivre comme des déportés provisoires mais des porteurs d'espoir.



Pour beaucoup Barcelone a longtemps été la ville par excellence. Un quasi-modèle : celui d'une ville qui a su libérer ses espaces publics, valoriser la culture comme aucune autre et inventer un musée de la Ville au CCCB, cette sorte de Beaubourg pour qui la ville, cette agglomération des savoirs et des pratiques, est le sujet même de la culture considérée dans toutes ses dimensions. Qu'en est-il aujourd'hui à Barcelone ? Comment la ville catalane surmonte-t-elle la crise financière qu'elle subit comme d'autres villes du sud ? Et comment voit-elle ce Grand Paris alors que, capitale de la Catalogne, elle porte une région qui veut s'émanciper de la capitale du pays, Madrid ?

VU DE BARCELONE ET DU CCCB

Réfléchir au Grand Paris, c'est penser au processus actuel de métropolisation du monde et à ses implications politiques. La croissance imparable des villes sur le plan démographique a modifié les données du débat urbain et exige de nouveaux fondements pour penser la ville-monde. Des questions essentielles de l'histoire urbaine telles que l'accessibilité, la mobilité ou les infrastructures des transports sont aujourd'hui une urgence majeure et relèvent d'une actualité inédite. Cependant, penser la métropole d'un point de vue exclusivement urbanistique reste limité. Aujourd'hui, l'intégration des territoires passe aussi par la création de nouveaux imaginaires et par la reconnaissance de ces territoires périphériques. Cela implique, en définitive, de parler de politique et de culture.

Une des singularités de la ville européenne, qu'il s'agisse de Paris ou de Barcelone, est l'existence d'enceintes marquant des limites militaires, politiques, culturelles et économiques de son territoire. Avec le temps, les murs sont tombés pour permettre la croissance urbaine, mais la distinction entre l'intra et l'extra-muros, entre l'inclusion et l'exclusion, est restée gravée dans l'identité européenne pour toujours. Aujourd'hui, des murs inexistantes continuent de délimiter des centres historiques monumentaux, piétonniers, dans lesquels les différentes strates historiques de la ville cohabitent et se superposent. De plus, aujourd'hui, à l'heure de la globalisation, le centre historiquement entouré de murailles est devenu la principale image de la ville. Hors des centres illuminés par le regard global s'étend un vaste territoire de périphéries, parfois un royaume de l'ordinaire, parfois des espaces où se cachent toutes les misères, mais toujours dans l'ombre.

Dans tous les pays, les périphéries en disent long sur leur histoire et leur structure sociale. L'Espagne cache dans ses banlieues des immeubles pour les classes ouvrières de régions pauvres qui allaient travailler dans les industries qui ont permis la croissance économique du tardo-franquisme. La France enterre dans les banlieues sa honte du colonialisme et ses rêves d'égalité. Le Brésil dessine sa ségrégation dans ce choc des périphéries qu'est l'existence simultanée de quartiers fermés pour les classes privilégiées et des favelas pour

les défavorisés. La Colombie occulte son passé esclavagiste loin de ses centres historiques immaculés. Les périphéries sont donc parties intégrantes de la ville, leur autre visage. Elles expliquent beaucoup de l'histoire de la ville, de l'accueil aux immigrés, de l'organisation de l'économie et de l'espace de la ville centrale. Parfois, ce sont des périphéries externes mais dans certains cas, ce sont aussi des espaces périphériques, encapsulés, que la ville renferme dans son périmètre urbain. La caractéristique d'une

périphérie est d'être un espace à la fois inclus dans et exclu de la ville. La périphérie n'est donc pas une valeur absolue mais dépend de l'existence d'un centre.

Stimuler la curiosité et la connaissance de cette partie des territoires urbains est un premier pas indispensable pour construire une ville réellement intégratrice. Mais il ne s'agit pas seulement de se connaître mieux, de marcher dans la ville qui se trouve à vingt minutes de trajet de métro, mais de faire un acte véritable de transparence et,

au travers de l'urbanisme, de connecter et de donner de la visibilité à ces espaces oubliés.

Reconnaître la périphérie est donc le premier pas pour résoudre les problèmes métropolitains qui ne peuvent plus être compartimentés car ils sont désormais communs. Tracer, dessiner une nouvelle carte est donc la condition requise pour penser la métropole en Europe. Le pas suivant sera de repolitiser l'urbanisme, au sens de faire prévaloir l'intérêt général sur les intérêts particuliers. Au-delà des questions purement techniques, face à toute intervention urbaine, d'autres devraient être posées : cette transformation urbaine rend-elle la ville plus ou moins démocratique ? Connecte-t-elle ou sépare-t-elle des populations, des quartiers ? Aide-t-elle à distribuer les richesses ou, au contraire, contribue-t-elle à les concentrer ?

Tracer, dessiner une nouvelle carte est donc la condition requise pour penser la métropole en Europe.

> **JUDIT CARRERA,**
DIRECTRICE
DES ÉTUDES
DU CENTRE
DE CULTURE
CONTEMPORAINE DE
BARCELONE
(CCCB)



ESPACES PUBLICS, ESPACES DE CULTURE

Créer de nouveaux imaginaires urbains et politiser le concept de ville ont justement été les deux grands objectifs du Centre de Culture Contemporaine de Barcelone (CCCB). Créé en 1994, dans le cadre de la transformation urbaine des jeux Olympiques de la ville, le CCCB est un centre pluridisciplinaire dédié à la ville et à l'espace public, entendus comme des catégories politiques universelles. Situé dans le quartier du Raval, c'est un espace à la fois enraciné dans son contexte local et ouvert sur le monde. Financé par le Conseil régional de Barcelone et la Mairie, le CCCB est une institution publique de 17 000 mètres carrés qui organise des expositions, des débats, des conférences et des festivals de tout type liés à la culture urbaine. Parmi ses activités importantes, on citera la série d'expositions sur la ville et ses écrivains (le Buenos Aires de Borges, la Prague de Kafka, la Lisbonne de Pessoa, la Rome de Pasolini) ou les expositions consacrées à Tirana (Albanie) ou à l'apartheid. Le Prix européen de l'espace public urbain, les festivals de danse urbaine, de cinéma et de littérature ainsi qu'un programme actif de débats en présence de grands intellectuels du monde entier complètent son activité. Bref, c'est une sorte de Beaubourg qui serait aimanté par les thématiques de la ville.

Mais le CCCB, une expérience qui ne connaît pas d'équivalent en France, pas même à Paris, ne s'est pas limité à des réflexions sur la ville et l'espace public. Avec ses programmes, il a également cherché à incarner les principes qui régissent la sphère publique et à devenir lui-même un espace public de la ville. Ainsi, ce centre valorise l'ouverture, et donne la parole aux populations et groupes locaux du quartier et de la ville en même temps qu'il aspire à participer aux débats universels. Le CCCB désire être à la fois miroir et moteur de la vitalité urbaine. C'est un centre pluriel, aux frontières diffuses, où l'on suscite la rencontre entre des personnes, des publics et des disciplines diverses. Institution publique, il a donné

priorité à l'accès pour tous et à la promotion de la libre-pensée. Ainsi, les principes d'ouverture, de pluralisme, d'égalité et de liberté, qui sont les plus grandes valeurs de la cité idéale, sont aussi les axes autour desquels s'articule le travail du CCCB.

Le rapprochement du CCCB vers la ville se fait au travers de l'apprentissage, de la connaissance, de la raison (conférences, expositions), mais aussi grâce à l'expérience (itinéraires dans la ville, festivals) et à l'émotion (cinéma, poésie, littérature). Ainsi, le CCCB n'est ni une université (apprentissage), ni un parlement (délibération), ni une ville (expérience de la diversité), mais une institution qui cherche à être un peu tout cela à la fois tout en s'érigeant en un espace de création de sens au travers de l'émotion. Il essaie d'être une métaphore de la ville comme espace politique, comme sphère citoyenne de création de la société civile et comme espace intime d'aspiration culturelle.

La forte identité urbaine de la ville a permis au CCCB de s'intégrer facilement à Barcelone. À la tradition de penser la ville représentée par ses écoles réputées d'architecture et d'urbanisme, on peut ajouter la conscience qu'elle est une capitale sans État et l'existence d'une culture civique forte qui a donné sa carte de naissance au CCCB rapidement après l'ouverture de ses portes. Aujourd'hui, le CCCB reçoit en moyenne 400 000 visiteurs par an et travaille au sein d'un large réseau d'alliances locales et internationales. Convaincu de l'importance de son enracinement dans le contexte local, le CCCB n'a jamais aspiré à devenir un espace touristique, ce que prouve le fait que 70 % de ses visiteurs proviennent de l'aire métropolitaine de Barcelone.

LA GRANDE BARCELONE

Le CCCB est né dans le contexte de la transformation de Barcelone qui a suivi l'arrivée de la démocratie et l'organisation des jeux Olympiques de 1992. Récupérant le bâtiment de l'ancienne Casa de la Caritat (Maison de la Charité, un orphelinat), abandonné depuis le milieu des années 1950, la création du CCCB, ainsi que celle de son voisin, le Musée d'Art Contemporain de Barcelone (MACBA), fait partie d'une stratégie générale destinée à redonner vie et vigueur au quartier appauvri du Raval en y implantant des institutions culturelles. L'idée était de contribuer à améliorer les conditions de vie du quartier par le biais de nouvelles activités économiques liées à la culture. Cependant, l'objectif final était d'intégrer le quartier du Raval dans l'imaginaire de l'ensemble de la ville de Barcelone, de briser les frontières qui avaient fait du quartier un ghetto de problèmes et de stigmates, et de favoriser le retour de la



classe moyenne dans le centre de la ville. La politique culturelle fut seulement une dimension d'une politique urbaine beaucoup plus large qui incluait des interventions urbaines et des actions sociales et éducatives remarquables.

La restauration du centre historique a été l'une des priorités de la transformation de Barcelone dans les années 1990, dont l'axe principal était la revalorisation des espaces publics. Outre les infrastructures olympiques nécessaires, on a ouvert la ville sur la mer, son grand espace public naturel, et des actions symboliques ont été conduites dans les périphéries afin d'augmenter l'amour-propre de ses résidents et de développer ainsi la création d'un imaginaire commun. La transformation s'est faite tout en pensant à la qualité de vie des habitants. L'amélioration évidente de la ville, la fierté d'appartenir à une Barcelone point de mire du monde entier et le succès de l'organisation des jeux Olympiques ont fait de la cité catalane l'une des grandes villes du monde.

Vingt ans plus tard, Barcelone continue à vivre du succès d'un modèle urbain conçu dans les années 1980 et de l'image qu'elle s'est créée en tant que destination touristique privilégiée. Mais, faute d'un modèle global alternatif, la ville repose désormais surtout sur le tourisme, son principal moteur économique. Plus de 7 millions de personnes visitent chaque année une ville de 1,5 million d'habitants. Parmi les touristes, on distingue les croisiéristes qui profitent d'une ville à échelle humaine, facile à visiter rapidement, à être consommée. La concentration intense de touristes dans les parties les plus monumentales de la ville et dans son centre historique, déjà très dense, et la cohabitation difficile entre touristes et résidents sont à l'origine de l'un des débats urbains les plus intéressants des dernières années.

LA RICHESSE LINGUISTIQUE

La crise économique qui affecte Barcelone expliquerait aussi le nouveau pari que le gouvernement de la ville fait sur les *smart cities*, en s'appuyant sur la complicité d'un grand nombre d'entreprises technologiques et automobiles. Aujourd'hui, le prestige international de Barcelone ne joue plus sur son modèle urbain, mais sur sa capacité à devenir le siège de congrès mondiaux des villes technologiques. Barcelone a cessé de parler sur la qualité de vie de ses habitants via un modèle urbain intégrateur et démocratique pour se mettre sur la voie de la compétition des autels du tourisme et des nouvelles technologies. À ces débats sur le tourisme et les paris technologiques à Barcelone, on peut ajouter un troisième axe de discussion qui porte sur la tension historique entre nation et ville en Catalogne.

Forte de 1,5 million d'habitants, Barcelone connaît un rayonnement social et culturel qui touche une aire métropolitaine de 4,5 millions de personnes et l'ensemble des 7 millions de Catalans. En tant que capitale de la Catalogne, Barcelone récupère et synthétise les axes qui définissent la culture catalane : le dialogue plus ou moins fructueux entre identité et cosmopolitisme ainsi que la richesse linguistique d'un territoire qui possède sa propre langue, deux langues officielles et plus de 200 langues vivantes dans son espace public. Ainsi, Barcelone est une ville métisse qui s'appuie sur une culture urbaine d'une grande intensité et variété en même temps qu'elle exerce la fonction de capitale de la culture catalane. Cette hybridité de la ville, sa position

“Toute ville draine l'imaginaire d'autres villes”

COMMENTAIRE

Y aurait-il une succession de villes se passant le flambeau urbain comme dans une course de relais ? Certainement pas ! Les villes dignes de ce nom contiennent plusieurs villes en elles, à l'image de la Buenos Aires de Borges qui associe Londres, Rome et Paris. Comme le racontent *Les Villes invisibles* d'Italo Calvino, toute ville draine l'imaginaire d'autres villes. Ainsi, Berlin, la ville européenne qui a succédé en apparence à Barcelone dans l'Europe des passions urbaines, ne fait pas oublier Barcelone. Reste qu'il y a des villes sans mémoire urbaine qui croient se suffire à elles-mêmes : celles que l'on construit comme des petites îles isolées ? O. M.

géographique privilégiée et l'obsession de son propre questionnement ont engendré une réflexion sur la ville et sur l'architecture qui, historiquement confrontée au nationalisme, voyait dans la ville métropolitaine une concurrence dangereuse pour la nation en tant qu'espace politique dominant en Catalogne. La tension entre la ville et la nation catalane a eu pour conséquence un échec politique dès lors qu'il a été difficile de penser Barcelone et la Catalogne comme un ensemble articulé. Depuis que la Corporation Métropolitaine de Barcelone a été supprimée dans les années 1980 de peur qu'elle assombrisse la Generalitat de Catalunya alors récemment récupérée, toutes les tentatives pour créer un gouvernement métropolitain ont échoué. Aujourd'hui, la coordination de l'aire métropolitaine se limite à des questions techniques sans compétences politiques, bien qu'un processus de révision du Plan général métropolitain de 1976 ait été récemment entamé pour l'adapter à la nouvelle réalité. Car durant les trente dernières années, l'expansion urbaine sur le territoire métropolitain est d'une telle envergure qu'elle a connecté les réalités économiques du travail et résidentielles pour toujours. Comme à Paris, la création d'une entité de gouvernance métropolitaine qui réponde à cette nouvelle réalité est problématique.

À cette discordie est venu se superposer le débat actuel sur l'indépendance de la Catalogne. Aujourd'hui, le mouvement en faveur de l'indépendance ne repose plus seulement ou prioritairement sur des questions culturelles et identitaires, mais comporte des axes de défense majeurs en lien avec certains défis urbains. Ainsi la gestion centralisée depuis Madrid d'infrastructures comme le TGV ou l'aéroport de Barcelone a augmenté le nombre de partisans de l'indépendance. La décision du gouvernement central de Madrid de changer le tracé du « couloir méditerranéen », qui devait initialement connecter Valence, Barcelone et la France, pour finalement passer par le centre de l'Espagne, a elle aussi accru des sentiments favorables à l'indépendance. Ainsi, paradoxalement, ce sont les principaux défis urbains métropolitains qui donnent des ailes à un mouvement historiquement lié à la revendication de la nation.

JUDIT CARRERA

La Cité Descartes, le pôle d'excellence de la ville durable du Grand Paris

Dès 2020, la cité Descartes accueillera l'une des 72 stations du métro du Grand Paris. L'opportunité est donc exceptionnelle et les élus affichent d'autant plus l'ambition de ce territoire, identifié comme le cluster de la ville durable du Grand Paris. Gérard Eude déroule la méthode pour faire de ce territoire un attracteur économique au service d'abord de ses habitants et du Grand Est parisien, à l'heure de la réforme territoriale.

Comment se traduit l'ambition du territoire d'être le fer de lance de la filière ville durable ?

G. Eude : Cette ambition repose sur trois éléments clés : la recherche publique, l'innovation, et notre capacité à montrer l'exemple. Il existe aujourd'hui une concentration indiscutable de la recherche publique concernant la ville durable sur le campus Descartes. Nous devons cependant renforcer la synergie avec les grandes entreprises et le tissu de PME, facteur d'innovation de marché. Enfin, il est intéressant de valoriser ce territoire comme le démonstrateur de la ville durable et ce, à taille réelle. Des projets de cette nature voient le jour, comme celui de Smart Grid électrique-thermique, MOPeasy autour de la mobilité électrique, l'institut Efficacity de la transition énergétique des villes. Lieu d'excellence et de partenariats indiscutables sur ce sujet, la Cité Descartes accueille ainsi l'événement Greencity.

Comment ces actions sont-elles prises en compte dans le cadre du développement territorial ?

G. E. : Aujourd'hui le cluster Descartes est bien repérable sur les écrans radars de la France innovante. Cette dynamique, renforcée et confortée par le contrat de développement territorial (CDT) Cœur Descartes, a fait émerger une gouvernance locale issue de la communauté d'agglomération (Val Maubuée), du département (Seine-et-Marne), de l'établissement public de Marne-la-Vallée (EPAMARNE), ou bien des écoles et des universités (COMUE) de l'est parisien. L'agence Descartes Développement doit assurer dans ce cadre un rôle

majeur dans la gouvernance et la coordination des acteurs au service du développement économique du cluster.

Y a-t-il des complémentarités, des synergies avec les autres pôles d'excellence du Grand Paris ?

G. E. : Notre domaine d'intervention sous-tend des relations constantes avec les autres territoires dont les technologies sont indispensables à la construction de la ville de demain. Ces synergies existent déjà à travers Advancity. Le pôle de compétitivité de la ville et de la mobilité durables a son siège, je dirais, sa centralité de compétence à la Cité Descartes. Advancity, dont le rayonnement est régional, voire national, collabore notamment avec les pôles Cap Digital et Systematic.

Comment le territoire profite-t-il du Grand Paris ?

G. E. : La venue du métro du Grand Paris sera très bénéfique pour le territoire, mais quelques incertitudes demeurent quant à la question du transfert de compétences et de la gouvernance, à l'heure de la réforme territoriale. Nous voulons une intercommunalité puissante dont la Cité Descartes sera la locomotive, en connexion avec la métropole, notre grande voisine. Nous voulons un développement harmonieux non seulement avec elle, mais aussi avec tout l'est parisien. Les entreprises doivent profiter dès maintenant des développements en cours et des compétences du territoire. Avec une nouvelle gare située à mi-chemin entre les deux grands aéroports franciliens, elles seront idéalement situées pour assurer leur avenir.



> GÉRARD EUDE
VICE-PRÉSIDENT
DU CONSEIL
GÉNÉRAL DE SEINE-
ET-MARNE.
PRÉSIDENT DE
SEINE-ET-MARNE
DÉVELOPPEMENT.
PRÉSIDENT DE
L'AGENCE
DESCARTES
DÉVELOPPEMENT

Pôle d'excellence « ville durable » de la région capitale, la Cité Descartes accueille aujourd'hui 25 % de la recherche et du développement français sur les thématiques de la ville de demain. Située à seulement 25 minutes du centre de Paris, à mi-chemin entre les aéroports Orly et Roissy-Charles de Gaulle, elle sera l'un des premiers territoires desservis par le métro du Grand Paris. Territoire d'avenir, la Cité Descartes associe les acteurs économiques, académiques et institutionnels pour développer des projets innovants et favoriser, par une politique d'aide à la création d'entreprise, le passage d'une innovation de recherche à une innovation de marché, et contribuer ainsi à l'émergence d'une croissance verte pérenne.

Centre majeur de recherche et d'enseignement, la Cité Descartes accueille huit établissements membres de l'Université Paris-Est (parmi lesquels l'École nationale supérieure d'architecture de la ville et des territoires ou encore l'École nationale des ponts et chaussées), les instituts de recherche et de développement du CSTB (Centre scientifique et technique du bâtiment), l'IFSTTAR (Institut français des sciences et des technologies des transports et des réseaux) et du FCBA (Institut technologique forêt cellulose bois-construction ameublement), dont l'implantation aura lieu en janvier 2015.

La Cité Descartes porte également quatre labEx (laboratoires d'Excellence), l'EquipEx Sense city (équipement d'excellence) et l'institut Efficacity, programme de re-

cherche public-privé qui vise à offrir aux villes les outils permettant d'accélérer leur transition énergétique. Ces projets, initiés dans le cadre du programme des investissements d'avenir, ont également permis la création de la d.school, école unique en France qui s'appuie sur les principes du Design Thinking et de la création d'innovation par la pratique. Née d'un consortium de cinq partenaires académiques (ESIEE, ENPC, EIVP, ENSAVT et UPEM*), elle a pour mission de devenir un démonstrateur des pédagogies du futur.

Autour de ce creuset de formation et de R&D sur la ville durable, les acteurs locaux ont développé une chaîne de structures d'accompagnement à la création d'entreprise.



➤ **Greencity** Les 18 et 19 novembre 2014 se tiendra la 3^e édition de Greencity à la Cité Descartes de Paris-Marne-la-Vallée. Événement phare du Grand Paris dédié à la ville durable, Greencity propose aux professionnels spécialistes du secteur de se réunir autour de conférences, d'ateliers-débats, de rencontres d'affaires internationales et d'un forum d'investissement. Organisé par le pôle de compétitivité ville et mobilité durables Advancity et ses partenaires, il sera présidé par Christian Sautter, ancien ministre de l'Économie, des Finances et de l'Industrie. Greencity mettra cette année à l'honneur les thèmes de la construction et de la rénovation, la « datafication » des villes et usages, l'emploi et la formation pour construire la ville durable, l'expérimentation des projets d'innovation urbaine en Île-de-France...

➤ Informations et inscriptions : www.greencity-event.com

Afin de capter le potentiel innovant du territoire à la source, l'Université Paris-Est, en partenariat avec l'agence Descartes Développement – en charge du développement économique et de la promotion de la Cité Descartes –, propose depuis trois ans le dispositif « Tous créatifs ! ». Ce programme, qui permet aux étudiants futurs entrepreneurs de présenter leur projet devant un jury de professionnels et de bénéficier d'un suivi en lien avec leur objectif de création d'entreprise, sera intégré au projet PEPITE (Pôle étudiant pour l'innovation, le transfert et l'entrepreneuriat) de l'Université Paris-Est, labellisé par le ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche en mars dernier. Les entrepreneurs, étudiants ou non, peuvent s'appuyer sur l'incubateur

Descartes qui, par son rôle d'accompagnateur, accélère la transformation des idées en projets d'entreprise. Actuellement, une vingtaine de start-up y sont incubées, dont ECHY, jeune société pionnière de l'éclairage hybride, lauréate du concours Pulse 2014 d'EDF et du prix Val'Entrepreneur du Val Maubuée en 2013.

Une pépinière d'entreprises innovantes (CCI de Seine-et-Marne) héberge et accompagne les jeunes entreprises, quelles que soient leurs origines, afin de les aider à bien démarrer et à assurer leur pérennité. Renforcée par la présence du pôle de compétitivité ville et mobilité durables Advancity, la Cité Descartes bénéficie d'un puissant réseau d'acteurs économiques, académiques et institutionnels.

Ces acteurs, par une volonté commune, favorisent la création de passerelles et d'échanges permanents entre la R&D, l'entreprise et l'enseignement pour accélérer et accroître le passage de l'innovation des centres de recherche à l'entreprise et aux marchés, au profit de la ville de demain et de ses usagers.

* ESIEE (École d'ingénieurs de la chambre de commerce et d'industrie de Paris), ENPC (École nationale des ponts et chaussées), EIVP (École des ingénieurs de la Ville de Paris), ENSAVT (École nationale supérieure d'architecture de la ville et des territoires), UPEM (Université Paris-Est Marne-la-Vallée).



8,2 millions d'individus apprendront bientôt à vivre ensemble dans le Grand Paris. Même future gouvernance pour organiser et faciliter la vie collective durable. Mais pour relever ce défi, comme il l'est pour les grandes mégalofoles dans le monde, le Grand Paris s'appuie sur la compétence. L'Agence de l'Environnement et de la Maîtrise de l'Énergie (Ademe) est l'opérateur national de la transition énergétique. Sa représentante en île de France nous explique en quoi l'Agence participe à la recherche de solutions avec les acteurs forgeant les nouveaux territoires du Grand Paris.

«Mettre l'humain au cœur du projet du Grand Paris»

Le Grand Paris offre une opportunité exceptionnelle aux aménageurs urbains : une nouvelle mobilité, tendre vers le zéro déchet, économiser l'énergie... Quel rôle l'Ademe peut-elle jouer à leurs côtés ?

Joëlle Colosio : L'Ademe met ses capacités d'expertise et de conseil à la disposition des entreprises, des collectivités locales, des pouvoirs publics et de ses relais vers le grand public. Nous concevons des outils au plus près des réalités locales, facilitant ainsi les initiatives que ces acteurs du territoire veulent prendre dans le domaine de l'environnement, de l'énergie et du développement durable. Et nous les accompagnons temporairement pour qu'elles deviennent pérennes et sources d'emplois. Nous sommes des expérimentateurs et nous soutenons par le biais de nos appels à projets des opérations novatrices et exemplaires. Dans le cadre du futur Grand Paris Express par exemple, cela pourrait être travailler à ce que l'une des premières nouvelles stations du métro devienne un démonstrateur dans le domaine de la transition énergétique et des changements de comportements, un pôle exemplaire du savoir-faire de nos collectivités et des industriels qui les accompagnent, notamment en matière d'efficacité énergétique. Tout en n'oubliant pas que notre objectif premier reste l'utilisateur, et donc qu'il soit aussi une partie prenante active de ces nouveaux aménagements.

Qu'entendez-vous plus précisément par « pôle exemplaire » ?

J. C. : La construction du métro automatique du Grand Paris Express, 205 km de lignes, est l'étape centrale dans l'élaboration du Grand Paris. Il concentre aussi un ensemble d'enjeux en matière d'aménagement et de mobilité durable mais également d'économie circulaire. Par exemple, il s'agira d'être exemplaire dans la gestion des déchets de chantier qui seront générés par les démolitions et les tunneliers. Les entreprises devront innover afin que le traitement de ces déchets s'inscrive dans les objectifs du plan régional de gestion des déchets de chantier qui devrait être adopté en 2015 par le conseil régional d'Île-de-France. Ces objectifs ne pourront être respectés qu'avec la mise en œuvre des solutions industrielles adaptées pour traiter, recycler et valoriser localement les déchets générés. La Société du Grand Paris estime à plus de 40 millions de tonnes le volume cumulé sur dix ans de ces déchets : l'enjeu est de première importance !



> **JOËLLE COLOSIO,**
DIRECTRICE
RÉGIONALE
ÎLE-DE-FRANCE
DE L'ADEME

Peut-on parler alors de mise en œuvre opérationnelle à grande échelle de l'économie circulaire ?

J. C. : Le secteur du BTP génère une part très importante de déchets. Il s'agira de travailler sur l'ensemble de la palette que l'on peut définir comme œuvrant à la mise en place de l'économie circulaire. Cette palette



comprend entre autres l'éco-conception, l'économie de la fonctionnalité, l'écologie industrielle territoriale, les changements de comportements, la prévention des déchets. Il s'agit d'un cercle vertueux centré sur l'approche « cycle de vie », privilégiant l'approche systémique dans une dynamique de préservation des ressources. Dans le cas des chantiers du Grand Paris, par exemple, au-delà du recyclage des déchets, l'innovation portera sur la réutilisation et le emploi des matériaux dans la construction afin d'en augmenter la durée de vie.

L'ambition du Grand Paris ne se résume pas uniquement à la stricte construction de ce réseau ?

J.C. : L'enjeu véritable du Grand Paris va bien au-delà d'un réseau de transport, effectivement : il faut se soucier de l'ensemble de l'aménagement urbain et périurbain du périmètre considéré. La construction de ce nouveau réseau de transport est une étape majeure, y compris pour les Franciliens. Ces nouvelles stations seront pour les usagers des lieux de mobilité physique mais aussi virtuelle. Il faudra estimer finement les différents flux qui seront générés en périphérie des gares pour développer des services notamment à la

mobilité qui permettront aux usagers de se déplacer avec une efficacité optimale en termes de temps, de consommation d'espace et d'énergie pour rejoindre son domicile ou ses lieux d'activités. Les territoires autour des gares devront également se développer en privilégiant des approches globales, par exemple dans les projets de construction et de rénovation. En ce sens, l'Ademe accompagne les collectivités qui souhaitent s'engager activement à améliorer leur politique énergétique en cohérence avec des objectifs climatiques, grâce au processus de labellisation Cit'Ergie®. Cette labellisation prend notamment en compte les leviers possibles pour l'engagement d'actions énergie climat dans les domaines de la planification du développement territorial, du patrimoine de la collectivité, de l'approvisionnement en énergie, eau et assainissement et de la mobilité.

Ces actions de terrain sont l'expression des politiques publiques voulues par le gouvernement français. La loi sur la transition énergétique sera votée bientôt au Parlement. Je suppose que vous êtes le bras armé de ce dossier ?

J.C. : C'est exact. Plus précisément, notre rôle consiste

Veolia, partenaire historique des grandes évolutions urbaines nationales, sera l'un des principaux acteurs industriels de la future transition énergétique voulue par l'Europe et la France. Avec des solutions innovantes de valorisation des déchets, Didier Courboillet précise la politique de l'entreprise devant répondre aux besoins des grandes métropoles, celle du Grand Paris notamment. En phase avec les principes de l'économie circulaire que l'État promeut.

«La valorisation des déchets contribue au développement du territoire»

La gestion des déchets n'est plus la même qu'il y a vingt ans. Pourquoi ?

Didier Courboillet : Hier nous traitions les déchets que nous collections. Nous continuons bien sûr d'assurer ce service mais la rupture essentielle avec le passé est que nous essayons désormais de tirer de la valeur des déchets produits par les territoires. Autrement dit, parler de traitement des déchets signifie désormais recyclage et valorisation. Les acteurs responsables du territoire prennent en compte cette problématique dans le cadre de ces nouvelles organisations urbaines qu'on appelle « grandes métropoles ». Et derrière les compétences de gestion que les communes délèguent de plein droit à la nouvelle intercommunalité Métropole du Grand Paris (MGP), se pose la question de celles liées à l'eau et aux déchets. On mesure donc bien les enjeux que cela représente pour les collectivités et pour nous, opérateurs.



> DIDIER COURBOILLET,
DIRECTEUR
RÉGIONAL DE
VEOLIA PROPRETÉ
ÎLE-DE-FRANCE

Comment mettez-vous en œuvre le recyclage des déchets que vous proposez à vos clients publics et privés ?

D.C. : Depuis vingt ans, la réglementation française de gestion des déchets encourage le recyclage. La responsabilité élargie du producteur (REP), dans sa déclinaison française, dès le milieu des années 1990, a vu l'émergence d'éco-organismes pour la mettre en œuvre. Cela a permis de structurer les filières. Nous avons ainsi progressivement modernisé nos centres de tri pour les collectivités et développé la collecte sélective des déchets recyclables. Du côté des industriels, nous avons ciblé les matières. Par exemple, SARPI, notre filiale spécialisée dans les produits dangereux, est aujourd'hui capable d'extraire des substances à haute valeur ajoutée, comme les métaux rares. Nous avons depuis élargi notre offre, ciblant 5 matières issues des déchets banals que sont

à créer les conditions qui stimulent les actions de terrain et mobilisent les territoires. Nos missions sont tournées vers la mise en œuvre de réelles dynamiques dans les territoires : par rapport à 2012, il s'agit de réussir à diviser par 4 les émissions de GES et de réduire de 50 % la consommation d'énergie finale à l'horizon 2050. Nous travaillons avec l'ensemble des acteurs grâce à nos différents outils d'accompagnement, comme le Fonds chaleur, qui permet de démultiplier l'utilisation de la chaleur renouvelable en la rendant compétitive par rapport aux énergies fossiles. Afin d'aider à établir des priorités, nous avons mis en place en 2014 un parcours en ligne qui permet aux acteurs franciliens de définir leur stratégie de mise en œuvre des énergies renouvelables pour le chauffage, le refroidissement et l'eau chaude sanitaire à l'échelle de bâtiments ou de quartiers. Il s'adresse aux collectivités territoriales, aux gestionnaires de bâtiments ou encore aux aménageurs. Enr'choix est un outil d'aide à la décision qui comporte les informations nécessaires pour mener à bien les projets en tenant compte des potentiels des territoires et des priorités définies dans le Schéma régional climat air énergie francilien adopté en 2012.

Le parcours débute par des informations et des ressources sur la sobriété et l'efficacité énergétique et la mutualisation des équipements (réseau de chaleur par exemple). Les énergies renouvelables et de récupération y sont également détaillées, comme la chaleur fatale, la géothermie, la biomasse, le solaire... Il est enfin possible de prendre rendez-vous avec un expert de l'Ademe, via le site, pour aller plus loin.

Par ailleurs, dans le cadre du Programme des investissements d'avenir (PIA) que l'Ademe gère pour le compte de l'État, nous avons plusieurs appels à manifestation d'intérêt ouverts sur notre site Internet. Ils visent à soutenir la réalisation d'expérimentations préindustrielles, de démonstrateurs de recherche, ou de premières industrielles dans les domaines des énergies décarbonées et de la chimie verte, des véhicules et de la mobilité du futur, des réseaux électriques intelligents et de l'économie circulaire.

Enfin, dans le cadre de la mise en œuvre de la loi sur la transition énergétique, plusieurs appels à projet viennent d'être lancés par le ministère de l'Écologie, du Développement durable et de l'Énergie, dont un visant à accompagner des projets de territoires à énergie positive pour la croissance verte.



le papier, le plastique, le bois, la ferraille et le verre. Ainsi, en France, nous collectons annuellement 1,2 million de tonnes de papier – 150 000 tonnes rien qu'en Île-de-France – qui repartent dans les papeteries.

Concernant la valorisation énergétique, qu'en est-il ?

D. C. : Le combustible déchet est aussi devenu l'une de nos spécialités, ce qui fait d'ailleurs régulièrement évoluer son statut. Avec cette matière valorisée, nous produisons de l'électricité, que nous revendons, comme de la vapeur, cette dernière étant réinjectée dans les réseaux de chaleur des collectivités ou des industriels (souvent en réutilisant leurs propres déchets issus de leur processus de fabrication dans le dernier cas).

Comment l'Agence de l'économie et de la maîtrise de l'énergie (Ademe) vous aide-t-elle à mieux valoriser les déchets ?

D. C. : D'abord l'Ademe possède une connaissance intime du territoire national et du monde des déchets. Elle produit des documents très bien argumentés qui nous guident dans notre développement. Aussi, son deuxième point fort est qu'elle accompagne l'innovation. Par le biais d'appels à projets ou bien de financements spécifiques, elle sécurise le démarrage de nos nouveaux métiers ou activités, toujours fragiles lorsque nous sommes à la recherche d'un modèle économique qui se cherche encore.

Pourriez-vous nous donner quelques exemples de ces nouveaux métiers ou nouvelles activités que vous développez ?

D. C. : L'évolution des modes de collecte est une excellente opportunité pour développer nos métiers dans ce nouveau cadre territorial. Concernant la collecte pneumatique, il s'agit de concevoir un réseau de canalisations souterraines et de points de collecte dans un quartier nouveau ou entièrement rénové. Il est alors important d'être associé à l'équipe d'aménageurs urbains en charge de sa conception. C'est ce que nous avons fait à Romainville, une ville de l'est parisien, ou à Issy-les-Moulineaux, à l'ouest de la capitale.

Autre exemple, l'organisation de la collecte des déchets professionnels des artisans et des PME. Située à Villeneuve-le-Roi, en proche couronne, au cœur du territoire stratégique du Grand Paris « Sud de Paris », la première Déchetterie Recycl'Inn Pro a pour objectif de réceptionner 10 000 tonnes de déchets à l'horizon 2016. Son périmètre d'influence (rayon de 8 km autour de la Déchetterie) concerne près de 10 000 artisans, soit un potentiel de 90 200 tonnes de déchets. Elle a été spécialement conçue pour recevoir les déchets de toute nature et les déposer en toute sécurité, un engagement de notre part. Avec un système innovant de paiement à la carte, en fonction de la dangerosité du déchet. Une dizaine de Déchetteries labellisées devrait ouvrir en France d'ici la fin de l'année.



➤ Au centre, Jérôme Le Banner, star internationale du kick boxing, lors d'un gala.

Devenir le champion de sa vie

Emergence est une association havraise de médiation et d'insertion sociale. Depuis vingt ans, leurs fondateurs, Madjid Nassah et Allaoui Guenni, éducateurs et boxeurs de haut niveau, mettent à profit leur pratique de ce sport de combat au service des jeunes des quartiers populaires. Une initiative que les élus locaux saluent aujourd'hui pour son efficacité en faveur de la paix sociale. Jérôme Le Banner, havrais de naissance et star internationale du kick boxing, prête volontiers son image de puncheur au duo fondateur, afin de développer à l'échelle de l'Hexagone une méthode qui fait ses preuves. Madjid et Jérôme témoignent.

En quoi la pratique de la boxe peut-elle aider les jeunes des quartiers populaires à trouver leur chemin ?

Madjid Nassah : S'attendre à prendre des coups, chercher à en recevoir le moins possible, puis frapper à bon escient, voilà l'esprit de ce sport exigeant. Derrière cet enseignement se cachent des valeurs citoyennes essentielles : la nécessité de l'apprentissage, la rigueur, la pugnacité, une activité à exercer dans le respect des règles annoncées. On ne peut pas tricher à la boxe, chaque erreur se paie cash ! C'est un « langage » franc qu'entendent ces jeunes, d'autant plus que la fracture sociale est élevée. Mais pour que le discours d'insertion soit efficace, nous devons nous-mêmes faire nos preuves. La légitimité inspire la confiance. À partir de là on peut se mettre à travailler.

Le fossé se creuse entre les quartiers riches et pauvres. En quoi la boxe peut-elle être une solution pour tenter de combler ce fossé territorial ?

M.N. : Les politiques de la ville successives menées depuis vingt ans ont sensiblement échoué. La mixité sociale a du plomb dans l'aile. Avec Allaoui, nous sommes convaincus que la boxe canalise la violence larvée, née de frustrations multiples. C'est un sport qui ouvre les yeux des jeunes comme ceux des élus ou des entrepreneurs, un investissement extrême dans l'action. Pas besoin de long discours, les jeunes décodent très vite. Pour gagner leur confiance, vous devez être un peu leur héros, leur modèle. Nous constatons que les élus, souvent désemparés, nous écoutent de plus en plus attentivement lorsque nous exposons notre méthode d'insertion sociale.

En quoi consiste cette méthode et comment est-elle financée ?

M.N. : Nous associons trois piliers : la boxe, pour la pratique, la médiation, pour l'intervention auprès des familles, et l'insertion, pour l'action. En douze ans, nous avons ainsi réussi à mettre

sur le chemin de l'emploi 800 jeunes environ, sur 1 000 venus nous voir à Emergence. 80 % de réussite. La recette : la création d'une salle omnisports, entièrement financée, à hauteur d'un million d'euros, par la mairie du Havre, une municipalité qui nous accompagne toujours ; l'implantation de l'association au cœur du quartier populaire de Mont-Gaillard ; enfin la création d'un parcours d'insertion, « Au top pour un job », car nous avons convaincu les patrons d'entreprise de leur faire confiance, en nous portant garant, comme un véritable service après-vente. Face aux besoins urgents, nous commençons à décliner la méthode à l'échelle du pays. Pour démarrer, nous préconisons un lieu, des rencontres avec les acteurs privés et publics du territoire, un porteur de projet, et nous adaptons nos conseils selon nos clients, qui peuvent aussi bien être la police nationale, un entrepreneur, un élu.

Jérôme Le Banner, vous prêtez votre image de champion afin de soutenir le développement de l'association. Pourquoi ?

Jérôme Le Banner : Pour être honnête, je n'avais pas vraiment la fibre sociale. J'ai connu Emergence en 2002, et découvert une magnifique salle de 1 300 m². Quel plaisir que de s'y entraîner ! J'étais à un très bon niveau, mais le professionnalisme et le niveau technique de Madjid m'ont impressionné. Une sympathie est née. Alors que je pensais être au top, il m'a aidé à améliorer ma technique, tout en douceur, avec les bons mots, et j'ai gagné un supplément d'âme ! Madjid et Allaoui associaient constamment la pratique de ce sport à l'éthique des comportements, cela se voyait partout dans la salle. J'ai donc eu envie de participer à cette nouvelle aventure, parisienne pour l'instant, qui consiste à convaincre les acteurs publics et privés de mettre en place ce type de médiation sociale, partout où cela sera possible. Pour que ces jeunes soient, comme le recommande Madjid, avant tout les champions de leur vie. Fiers d'être eux-mêmes.

>>> La Revue du Grand Paris Magazine gratuit. Édité par la Mission Métropole du Grand Paris/Veolia Environnement SA., immatriculé sous le numéro 403210032. 36/38 avenue Kléber, 75016 Paris. Tél.: 017175 0000, contact@larevuedugrandparis.com/Directeur de la publication: Lionelle Maschino. Direction éditoriale & rédaction en chef: Lionelle Maschino. Rédacteur en chef du dossier: Olivier Mongin. Comité éditorial: Lionelle Maschino, Roland Branquart, Olivier Mongin, Jacques Glowinski, Fabien Garnier, Olivier Pascal, Benoît d'Armagnac. Rédacteur (hors dossier): Etienne Collomb. Conception et réalisation graphique/Euro2C/Jean-Jacques Farré. Correction/révision: Agnès Landa. Tous droits réservés Veolia Environnement SA

Photos: P 02: Ph. Guignard/air-images.net, Lizzie Sadin. P04/05: Dr P06: Samuel Hense. P07: Lea Crespi/Pasco. P09: Samuel Hense. P13: Eric Garault/Picturetank. P16: Nicole Crémon/Signatures. P19: Francesco Acerbis/Signatures. P24: Xavier Testelin/Divergence. P26: Bertrand Aliot/Descartes développement. P28: Pierre-Olivier Deschamps/Agence VU. P30/31: Dr P33 et 34: Eric Baudet/Divergence. P36: Dr P39: Bertrand Aliot/Christian Bollot/Camille Jaulent/Descartes développement. P40: ADEME. P43: Veolia. P44: Victor Podgorski. P45: Photos DR. Impression: Déjà Link, 19 Rue des Huleux, ZA de la Cersaie, 93240 Stains.



NOS CONTRIBUTEURS



> OLIVIER MONGIN,
DIRECTEUR DE PUBLICATION DE LA REVUE *ESPRIT* ET CO-ANIMATEUR DE *TOUS URBAINS*

« La Ville des flux : L'envers et l'endroit de la mondialisation urbaine », Fayard, 2013

Le Grand Paris existe, il a déjà une histoire, qu'Olivier Mongin, rédacteur en chef de notre dossier sur « Le Grand Paris des savoirs », vous propose d'explorer grâce à l'active complicité des 11 intervenants qu'il a dirigés.



> JOËL ROMAN,
PHILOSOPHE, ESSAYISTE ET ÉDITEUR

« Citoyenneté et urbanité », Éditions Esprit



> PHILIPPE PANERAI,
GRAND PRIX DE L'URBANISME 1999

« Formes et échelles du Grand Paris », Éditions de la Villette



> DAVID MANGIN,
GRAND PRIX DE L'URBANISME 2008

« Paris/Babel. Une mégapole européenne », Éditions de la Villette



> MICHEL LUSSAULT,
DIRECTEUR DE L'INSTITUT FRANÇAIS DE L'ÉDUCATION

« L'Avènement du monde », Seuil



> DJAMEL KLOUCHE,
AGENCE AUC



> YVES MICHAUD,
PHILOSOPHE, FONDATEUR DE L'UNIVERSITÉ DE TOUS LES SAVOIRS, ACTIVE DE 1999 À 2013

« Narcisse et ses avatars », Grasset



> THIERRY PAQUOT,
PHILOSOPHE DE L'URBAIN, DIRECTEUR DE *L'ESPRIT DES VILLES*

« Utopies et utopistes », La Découverte



> LÉA FINOT,
ÉTUDIANTE EN MASTER DIRECTION DE PROJETS CULTURELS À SCIENCES PO GRENOBLE



> CAROLE DESBARATS,
DIRECTRICE DE LA COMMUNICATION ET DE LA DIFFUSION DES SAVOIRS À L'ÉCOLE NORMALE SUPÉRIEURE. ANCIENNE DIRECTRICE DES ÉTUDES À LA FEMIS



> JACQUES DONZELOT,
DIRECTEUR DE LA COLLECTION « LA VILLE EN DÉBAT » AUX PUF

« La France des cités », Fayard



> JUDIT CARRERA,
DIRECTRICE DES ÉTUDES DU CENTRE DE CULTURE CONTEMPORAINE DE BARCELONE (CCCCB)